



La mondialisation ou le nouvel âge du capitalisme, le libéralisme impérialiste

SOMMAIRE

- | | | | |
|-------|---|-------|---|
| p. 3 | La mondialisation, exacerbation des contradictions du capitalisme | p. 15 | La lutte pour le contrôle des sources d'approvisionnement en matières premières, guerres pour le pétrole |
| p. 4 | La courbe du développement ou la marche cyclique du capitalisme | p. 16 | Pillage des peuples et échange inégal |
| p. 6 | Les bases économiques du réformisme, les causes de sa faillite | p. 17 | La pauvreté, complément du salariat et du développement des forces productives, la famine ou la paupérisation absolue |
| p. 7 | De l'impérialisme au libéralisme impérialiste | p. 18 | La terre, une marchandise volée et pillée, le désastre écologique mondialisé |
| p. 9 | L'hégémonie américaine, cause et effet du libéralisme mondial | p. 18 | La révolution technologique accélère et amplifie les processus en cours, accroît les contradictions et les tensions, prépare la rupture |
| p. 10 | Les multinationales mettent le monde en coupe réglée | p. 20 | FMI, Banque mondiale, les instruments pour soumettre « la libre concurrence » globalisée aux intérêts de l'impérialisme dominant |
| p. 11 | La suraccumulation du capital financier, le parasitisme du capitalisme dévore l'économie productive, objet de spéculation | p. 22 | La mondialisation renforce l'Etat américain, déstabilise les Etats des vieilles puissances impérialistes et désorganise les Etats des peuples opprimés pour se les soumettre ; tensions internationales et menace de guerre |
| p. 12 | La Bourse, le casino où se joue et se distribue la rente financière | p. 24 | Economie de marché et économie planifiée |
| p. 13 | La dette, titre de propriété des groupes financiers sur les peuples | p. 25 | La mondialisation ou les prémisses d'une révolution mondiale |
| p. 14 | Les délocalisations, des îlots industriels dans les pays pauvres, zones franches intégrées au réseau des multinationales | | |

« Le progrès des échanges, le développement de la grande production : telles sont les tendances essentielles que l'on observe au cours des siècles absolument dans le monde entier. Et, à un certain degré du développement des échanges, à un certain degré de l'essor de la grande production, plus précisément à un degré qui fut atteint approximativement à la limite du XIXème et XXème siècles, les échanges ont créé une telle internationalisation des rapports économiques et du capital, la grande production est devenue si grande, que le monopole s'est mis à remplacer la libre concurrence. Ce qui est désormais typique, ce ne sont plus les entreprises « librement concurrentes » (à l'intérieur d'un pays et dans

les relations entre les pays), mais les groupements monopolistes de patrons, les trusts. Le « maître » typique du monde, c'est désormais le capital financier, lequel est particulièrement mobile et souple, particulièrement entremêlé, à l'intérieur de chaque pays et internationalement, particulièrement dépersonnalisé et détaché de la production directe, particulièrement facile à concentrer et particulièrement avancé, déjà dans la voie de la concentration, de sorte que quelques centaines, tout au plus, de milliardaires et de millionnaires président aux destinées du monde entier. »

Lénine, Décembre 1915, Préface à la brochure de N. Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*

L'ensemble de la vie sociale et politique est conditionné par les transformations économiques en œuvre depuis une vingtaine d'années et qui se sont brutalement accélérées ces dix dernières années, la mondialisation et la globalisation de l'économie.

Tous les vieux rapports politiques et sociaux sont bouleversés. De nouvelles forces travaillent la société en profondeur au point que le sol se dérobe sous les pieds des vieux partis et des appareils dont les discours sont dépassés, sans rapport avec la réalité nouvelle. Leur propre réalité se transforme à leur insu, emportés dans une dynamique qu'ils ne maîtrisent pas parce qu'ils ne peuvent la comprendre, aveuglés qu'ils sont par les besoins de justifier ou de camoufler leurs propres erreurs et incompréhensions, leur duplicité et leurs mensonges.

Ces transformations ont pour dénominateur commun une offensive en règle contre la classe des salariés et les peuples désarmés parce que leurs organisations dominées par l'esprit de conciliation, anesthésiées, n'ont rien su anticiper et sont devenues les jouets de la situation et, en conséquence, de leurs adversaires. Le mouvement ouvrier est sans ressort parce qu'il est dominé politiquement et moralement par le patronat qui a toutes les cartes du jeu en main.

Résister à la mondialisation, c'est d'abord la comprendre, c'est-à-dire décrire concrètement et historiquement les rapports de classes qui ont façonné le monde globalisé sous les effets de la nouvelle économie et de la déréglementation, du libéralisme. Décrire ces rapports et leur évolution, c'est mettre à nu la logique qui les conditionne pour, sinon prévoir, du moins anticiper les évolutions possibles afin de s'y préparer.

Il n'est pas possible de résister sans comprendre la logique des rapports économiques et sociaux qui déterminent les comportements des Etats et des gouvernements comme des nouveaux maîtres

du monde, les multinationales et les groupes financiers qui les soumettent à leurs intérêts. C'est là la condition pour que le mouvement ouvrier reprenne l'initiative.

Les transformations qui sont en œuvre expriment, en les aggravant, l'ensemble des contradictions qui résultent de la contradiction fondamentale du capitalisme qui pousse à une socialisation croissante de la production, à sa globalisation, sa mondialisation, son organisation en réseau alors que cette production reste soumise aux intérêts de la propriété privée capitaliste, d'une oligarchie financière de plus en plus minoritaire et parasitaire.

Il n'est pas juste de dire que la mondialisation n'est qu'un changement d'échelle, que les mêmes phénomènes se déroulent mais simplement avec une autre ampleur. Le capitalisme n'est pas un système social tout fait qui évoluerait égal à lui-même.

Nous sommes devant un nouveau stade de développement du capitalisme, qui naît du stade de l'impérialisme. Ce nouveau stade dont on peut espérer qu'il sera son stade ultime, c'est le libéralisme impérialiste, la généralisation de l'économie de marché à l'ensemble du globe.

Ce nouveau stade du développement capitaliste n'est pas né d'un projet politique ou social, d'un « modèle économique », mais de la lutte de la bourgeoisie et des Etats pour tenter de pallier l'incurie de leur système, lutte en fait aveugle dont l'aiguillon comme la boussole sont une seule et même chose, rétablir le taux de profit.

Prolonger la courbe du développement capitaliste conduit à anticiper la période de turbulences, de crises, dans laquelle l'économie mondiale rentre, pour conclure qu'il n'y a pas d'issue autre que révolutionnaire.

Etre révolutionnaire, ce n'est pas souhaiter la politique du pire, ni avoir

une attirance pour les catastrophes sociales, bien au contraire, tout à l'opposé de ce préjugé de nos adversaires, c'est tirer la seule conclusion raisonnable, humaniste, de la courbe du développement capitaliste : le capitalisme ne sort d'une crise qu'en créant les conditions d'une nouvelle crise encore plus dramatique que la précédente.

Seule la classe des salariés est capable de rompre ces enchaînements qui se nouent autour de cet archaïsme qu'est la propriété privée des moyens de production, de transport et de communication.

La restauration de la propriété privée dans l'ex-URSS n'a pas condamné la planification socialiste. Elle n'est pas la victoire de l'économie de marché sur l'économie planifiée mais l'issue d'un combat de classe à l'échelle mondiale entre les travailleurs et les peuples pauvres contre la bourgeoisie impérialiste dont la bureaucratie stalinienne était devenue l'agent actif, contre-révolutionnaire. Au lendemain de la Première guerre mondiale, la conscience politique des opprimés n'était pas mûre au point de permettre une transformation de l'ensemble de la planète. Or, le processus révolutionnaire inauguré par 1917 n'avait pas d'autre issue possible que d'aller jusqu'au bout de son œuvre dans l'accomplissement d'une révolution mondiale ou, de recul en recul, de sombrer sous les coups de la réaction. Malgré les puissantes luttes de classes à l'échelle mondiale, dont la révolution anti-coloniale, c'est la réaction qui l'a emporté.

Aujourd'hui sous l'effet du libéralisme impérialiste, mûrissent les conditions économiques, politiques, culturelles d'une nouvelle révolution mondiale.

La résistance aux ravages du libéralisme impérialiste conduit à attaquer le système au cœur de sa contradiction, là où elle s'exprime le plus clairement, sur

les lieux de production. Résister, c'est poser la question d'une transformation radicale de ce système qui ne crée de richesses d'un côté qu'en aggravant la misère de l'autre. Cette transformation radicale, cette révolution, sera l'œuvre de la classe salariée ralliant à son combat émancipateur toutes les victimes du nouveau libéralisme impérialiste. C'est ce

qui donne à l'enseignement de Marx et de Lénine toute son actualité. C'est lui qui nous permet de comprendre le caractère historique du développement capitaliste actuel, de le resituer dans la courbe du développement capitaliste pour mieux tenter de redéfinir les conditions des luttes de la classe salariée, les nécessaires transformations ré-

volutionnaires.

Nos convictions révolutionnaires ne résultent pas plus d'une condamnation morale du capitalisme que d'un volontarisme militant abstrait, mais d'une compréhension concrète du développement social et des luttes de classes.

LA MONDIALISATION, L'AGGRAVATION DE TOUTES LES CONTRADICTIONS EXPLOSIVES DU CAPITALISME

« La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même » écrivait Marx soulignant que le capitalisme n'a pas d'histoire « nationale ». Il participe dès ses premiers pas, dans son berceau féodal, d'un processus international. « Pous- sée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations ». Les transformations des vingt dernières années s'intègrent tout à fait dans ce processus décrit par le Manifeste du Parti communiste. Ce

que le mot « mondialisation » peut désigner de nouveau n'est donc pas dans le fait que le capitalisme serait devenu mondial. Quelles sont donc les transformations que recouvre ce mot, en quoi cette réalité diffère-t-elle de l'impérialisme tel que Lénine le décrivait au début du siècle dernier ? Quelles sont les conséquences pratiques du point de vue des luttes d'émancipation de ces transformations ? Cette nouvelle phase de développement capitaliste lui a-t-elle permis de « dépasser » ses contradictions ou au contraire leur a-t-elle donné un caractère plus concentré, plus violent, plus insupportable ?

« Le monde est un village, pur lieu d'échange traversé par des flux d'hommes, de marchandises, d'informations, de signes monétaires. Un monde sur lequel opèrent des acteurs insaisissables : les firmes-réseaux. Les symboles du pouvoir ancien existent certes, mais nul n'y prête attention » écrit un économiste de la bourgeoisie pour donner une image idéalisée de la mondialisation. Pure hypocrisie !

Ce genre de raisonnement n'est pas toujours formulé de façon aussi fausseté naïve, il constitue cependant le fond des apologies de la mondialisation qui mettent en valeur les progrès techniques pour masquer la réalité de classe des transformations en cours, leur véritable contenu. Les plus honnêtes d'entre eux, ceux qui veulent moraliser le monde, corriger les inégalités en faveur d'une mondialisation « démocratique » et respectueuse des droits de l'homme, dénoncent injustices, inégalités, atteintes aux droits les plus élémentaires comme s'il s'agissait d'une perversion et non de la logique organique du développement capitaliste.

La mondialisation n'est pas non plus la mise en œuvre d'un « modèle » néolibéral que vantent les idéologues de la bourgeoisie. Ces derniers ne l'ont inventé que pour justifier après coup la politique menée par les classes dominantes dans une volonté mystificatrice.

Cette mondialisation, on pourrait tout aussi bien parler de globalisation, de déréglementation, de décolonisation, est en fait l'aboutissement de vingt années d'une offensive menée par les différentes bourgeoisies et les Etats sous la houlette

de la puissance dominante, les USA, pour rétablir une rentabilité suffisante pour les capitaux. Cette offensive a transformé les rapports internationaux, dessinant un nouvel impérialisme.

Ce nouveau stade du capitalisme peut se définir brièvement comme celui de la libre concurrence à l'échelle mondiale entre les trusts industriels et financiers.

Le libéralisme impérialiste correspond à une concentration des trusts devenus des multinationales, sociétés industrielles et financières, oligopoles de dimension mondiale, parallèlement au développement du capital financier de plus en plus fictif, spéculatif. Ces deux phénomènes intriqués concourent à une déréglementation des échanges ainsi qu'à saper les bases des prérogatives étatiques qui s'expriment dans l'instabilité monétaire généralisée et aboutissent à une mainmise du capital financier sur l'ensemble de la planète où tout est devenu marchandise, source de plus-value. Les nouveaux champs d'accumulation capitaliste se rétrécissent, d'où le renforcement du caractère parasitaire, spéculatif du capital financier qui s'exprime dans le rôle déterminant pris par les places boursières et financières, au détriment des banques, dans le financement de l'économie.

Cette logique spéculative est le trait déterminant de toute l'économie mondiale. Elle s'impose aux Etats dont la politique est soumise à la nécessité d'alimenter le casino boursier. Face à la menace d'un krach généralisé, le nouvel impératif catégorique des Etats est de nourrir le Moloch boursier et

financier. Ses appétits sont sans limite et dévorent les forces vives des peuples, épuisent l'économie, l'anémient et aiguissent la concurrence.

Si, au stade impérialiste, les surprofits accumulés grâce à l'exploitation des peuples coloniaux avaient permis aux puissances impérialistes de garantir une relative paix sociale, aujourd'hui, à l'opposé, la logique spéculative implique une remise en cause des droits des travailleurs au cœur même des vieilles citadelles impérialistes et sape les bases du réformisme au sein du mouvement ouvrier.

Cette nouvelle phase d'expansion du capitalisme accentue son caractère parasitaire, destructeur, instable, creuse les inégalités, limite la consommation et prépare les conditions de crises à travers lesquelles les forces nouvelles de la classe salariée s'affirmeront et se forgeront une conscience révolutionnaire.

Les relations internationales sont profondément déstabilisées. Cette expansion du libéralisme à l'échelle mondiale est l'œuvre de l'hégémonie des Etats-Unis, le moyen aussi pour la puissance dominante d'assurer sa domination, soumettant l'ensemble des puissances impérialistes comme les peuples à ses propres visées expansionnistes. En réponse, elle suscite une réorganisation des rapports internationaux déstabilisés par l'effondrement de l'ancienne URSS.

L'instabilité des relations économiques s'accompagne de l'instabilité des relations entre les nations impérialistes et les peuples, facteur supplémentaire de crise.

LA MARCHE CYCLIQUE DU CAPITALISME OU LA COURBE ANARCHIQUE DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

Le capital n'est pas une chose ou une série d'éléments matériels, mais un rapport social déterminé historiquement. L'économie de marché, contrairement à ce qu'affirment bien des idéologues bourgeois, n'est ni un choix de société ni « naturelle », elle est un rapport entre les classes qui s'est forgé à travers les transformations économiques et sociales qui ont jalonné l'histoire du capitalisme.

Le capitalisme industriel est apparu à partir du XVIII^{ème} siècle quand l'évolution des techniques a permis une concentration de la production dans des manufactures, puis des usines. Dans le même temps que les détenteurs de capitaux investissaient pour développer la production de marchandises, ils donnaient naissance, par la ruine des petits producteurs, à une nouvelle classe qui ne possédait rien d'autre que sa force de travail. Ce prolétariat n'avait d'autre source de revenu que la vente de sa force de travail

aux capitalistes qui achetaient le droit de l'exploiter pour le prix du salaire.

Cette évolution ne fut en rien pacifique. C'est à travers la violence et la barbarie des classes dominantes que le progrès a trouvé un douloureux chemin. Son arène était mondiale, et le capitalisme s'est toujours accommodé de toutes les formes d'exploitation du travail humain, y compris les plus barbares comme l'esclavage, ainsi que de toutes les formes de pillage des richesses.

Le développement capitaliste s'est fait à travers les crises, les révolutions, les guerres qui rythment les grandes périodes de l'histoire, conditionnées quant au fond par ce qui détermine la marche générale de la société, l'évolution des techniques.

Dans l'économie de marché, les investissements productifs ne se font que sous les contraintes contradictoires de

la concurrence. Les capitalistes usent jusqu'à la corde les vieilles machines tant qu'ils peuvent en tirer du profit, donc qu'ils vendent leurs marchandises pour réaliser la plus-value. La modernisation de l'appareil de production ne se fait qu'après les crises, quand l'engorgement des marchés a ruiné les plus faibles, que des concentrations s'opèrent, permettant de nouveaux investissements pour sortir du marasme en produisant de... nouveaux profits.

C'est ce qui explique que les crises périodiques apparaissent au décours de périodes d'abondance, quand tout semble aller au mieux. C'est l'abondance de marchandises qui entraîne la crise parce que la consommation est limitée.

Cette marche cyclique du capitalisme reflète l'anarchie de l'économie de marché qui ignore la planification démocratique et consciente et ne connaît d'autre régulation que la crise.

La révolution industrielle, naissance du capitalisme industriel de libre concurrence

Le capitalisme moderne, c'est-à-dire le capitalisme industriel, est né d'une grande révolution technologique qui permit de produire et de transmettre l'énergie partout, permettant la construction d'usines rassemblant des centaines d'ouvriers. C'est l'invention de la machine à vapeur qui permit à la fin du XVIII^{ème} siècle et au début du XIX^{ème} la révolution industrielle.

Une nouvelle classe dominante s'imposait dans la pratique, l'industrie, comme dans le domaine des idées qui justifiaient son droit et ses prétentions à diriger la société. Les idées de cette classe nouvelle affirmaient la propriété comme condition du bonheur de l'individu et de la communauté. Le bien, c'est la propriété, le

mal, tout ce qui nuit à la propriété !

Pour imposer son droit à diriger, la nouvelle classe dominante contestait les vieux privilèges, héritages de la féodalité, en défendant la liberté individuelle corollaire de l'économie de marché. Stuart Mill, un de ses idéologues, écrivait « ...la qualité et le bon prix des marchandises sont le mieux assurés en laissant producteurs et vendeurs parfaitement libres, sous la seule condition que les acheteurs aient une égale liberté de s'approvisionner ailleurs. C'est la doctrine du libre-échange, qui repose sur une argumentation différente, mais tout aussi solide que le principe de la liberté individuelle ». Il écrit dans *Principes d'économie poli-*

tique : « On peut dire d'une manière générale que l'Etat doit entreprendre toute activité qui est désirable pour l'intérêt général [...] si cette activité n'est pas de nature à rémunérer les individus ou les associations qui l'entreprendraient. » A l'Etat d'assurer tout ce qui n'enrichit pas les propriétaires !

Cette pensée moderne au sens où, à l'époque, elle contestait les privilèges des vieilles classes, enfanta les Droits de l'homme qui prétendaient garantir les droits de l'individu dans la collectivité, droits qui apparaissaient sous la forme des droits de la propriété privée, c'est-à-dire qui faisaient de la défense des intérêts des classes privilégiées un principe universel.

La crise de 1873 et la grande dépression préparent la deuxième révolution industrielle

Depuis la révolution industrielle, l'histoire de l'économie mondiale est faite d'accélération du progrès technique, de croissance économique continue mais inégale, et de « mondialisation » toujours plus grande, c'est-à-dire d'une division mondiale du travail sans cesse plus élaborée et avec

un réseau toujours plus dense de flux et d'échanges qui rattachaient chaque partie de l'économie mondiale à la domination des grandes puissances dominées par l'Angleterre.

Le textile, l'industrie minière (charbon, fer), la sidérurgie, la construction des chemins de fer consti-

tuaient l'essentiel de la grande industrie qui se développait en provoquant la ruine de la petite industrie, au prix d'une exploitation féroce des travailleurs, hommes et femmes, mais aussi des enfants. La concurrence de l'Angleterre avait provoqué une réaction de l'Allemagne qui s'était unifiée, de la France,

de l'Italie et aussi des USA et du Japon. Partout, le protectionnisme se dressait pour aider à la naissance d'économies nationales. Ce développement de l'industrie sans précédent ne trouvait pas un marché à sa mesure.

En Allemagne, comme aux Etats-Unis, l'industrie lourde marqua un recul après la forte progression des chemins de fer de la période précédente. Le capital cherchant à maintenir son taux de profit se lança alors dans la spéculation effrénée... jusqu'au krach de 1873 entraînant l'effondrement

boursier en Allemagne, ainsi que faillites de banques et de sociétés de chemin de fer. L'Angleterre, qui était jusqu'alors « *l'atelier du monde* », fut entraînée dans la tourmente faute de débouchés pour ses marchandises, du fait de la concurrence de la France et de l'Allemagne. Ses exportations chutèrent de 25 % entre 1872 et 1875.

Ce fut le début de la « *grande dépression* », qui va durer pendant plus de 20 ans.

Dans tous les pays capitalistes, les

conséquences furent identiques : chute des prix et réduction de la production industrielle. Profitant du rapport de force en sa faveur avec l'augmentation du chômage, la bourgeoisie fit payer sa crise à la classe ouvrière et imposa des baisses générales de salaires.

Le marasme économique mettait la question sociale au premier rang des problèmes politiques. Les masses se faisaient menaçantes. Il fallait réagir, trouver une issue. Cette issue, ce fut l'impérialisme.

Naissance de l'impérialisme, 1895-1913

Durant ces 20 ans, la crise fut un moyen de concentration formidable de l'industrie comme de la banque. Les trusts se constituèrent, comme la Standard Oil de Rockefeller en 1900, ou l'US Steel qui produisait à lui seul 66,3 % de la production totale d'acier aux Etats-Unis en 1901. Les banques suivirent le même parcours, les plus grosses s'affiliant les plus petites, comme en Allemagne où 9 banques berlinoises géraient, avec les banques qui leur étaient rattachées, 83 % de l'ensemble du capital bancaire allemand en 1909. Quant aux Etats-Unis, deux trusts bancaires occupaient la place : Morgan et Rockefeller.

Sur la base de cette concentration et de l'abaissement du « coût du travail », les banques fusionnèrent avec le capital industriel, et purent investir massivement dans la production pour faire tourner à plein régime la machine à profit. Ce fut la naissance du capital financier, qui allait s'emparer des découvertes technologiques pour développer les secteurs industriels et augmenter le taux de profit.

Ces nouvelles industries se développèrent avec une productivité accrue, en appliquant par exemple les méthodes de l'organisation scientifique du travail de Taylor qui consistaient à décomposer le travail en tâches élémentaires.

Toujours dans le but de gagner en productivité, les trusts utilisaient les ma-

chines les plus modernes. D'après un rapport de la commission gouvernementale américaine sur les trusts : « *la supériorité des trusts sur leurs concurrents réside dans les grandes proportions de leurs entreprises et dans leur remarquable équipement technique* ». En Allemagne, le nombre de brevets d'inventions techniques délivrés chaque année passa de 9 000 en 1900 à 12 000 en 1910. Aux Etats-Unis, il passa de 14 000 en 1880 à 36 000 en 1907.

De nouveaux secteurs d'activité se développèrent comme l'industrie chimique avec les dérivés du pétrole. L'électricité représenta aussi un juteux marché avec toutes les infrastructures à mettre en place, les réseaux, les transports comme les premiers métros, le tout mis en coupe réglée par quelques cartels s'assurant des positions avec les commandes d'Etat et leur lot de spéculations immobilières. Ainsi, deux cartels allaient dominer le marché mondial de l'électricité : l'allemand AEG et l'américain General Electric. Ce fut aussi l'apparition de l'industrie automobile, avec en particulier le trust Ford, qui généralisa le taylorisme, le travail à la chaîne et la production de masse.

Ainsi, les bourgeoisies européennes ne sortirent du marasme qu'en partant à la conquête de nouveaux marchés dans le même temps que la crise provoquait

une vague de concentrations qui permit l'utilisation à grande échelle des nouveaux progrès technologiques. Ce fut la deuxième révolution industrielle.

L'exploitation du pétrole et la mise au point du moteur à explosion, l'utilisation de l'électricité comme source d'énergie dans l'industrie avec l'invention du moteur électrique, la révolution dans la sidérurgie avec l'acier, la naissance de l'industrie chimique, l'extension du chemin de fer dans le monde entier, la construction du métro dans les grandes villes, l'automobile, puis l'avion, bouleversèrent la société.

L'oligarchie financière, née de la fusion entre la banque et l'industrie, concentra entre ses mains des masses de capitaux qui s'investissaient autant dans les projets industriels que dans les prêts aux Etats. Ce capital financier s'investit partout où il y avait un profit à prélever. L'exportation des capitaux vers les colonies ou d'autres pays devint une activité particulièrement lucrative.

Ainsi s'opéra un partage du monde entre groupements capitalistes qui agissaient sous la protection de leur Etat, grâce à son intervention. Ce partage du monde entre les grandes puissances capitalistes d'Europe se fit principalement au profit de l'Angleterre et de la France et au détriment de l'Allemagne. Il fut sanctionné en 1895 par le Traité de Berlin.

« L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Lénine

« *L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage*

de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » écrit Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, brochure écrite en 1916, alors que les Partis socialistes français et allemand avaient trahi la classe ouvrière, en prenant chacun parti pour leur bourgeoisie et en justifiant

ainsi la boucherie de la guerre impérialiste.

C'est du point de vue du prolétariat et des possibilités révolutionnaires que Lénine a décrit cette évolution du capitalisme qui a abouti à la guerre. Pour tous les militants révolutionnaires restés fidèles au camp des travailleurs, il fallait

expliquer les causes de cette boucherie pour armer les consciences afin de ne pas être emportés, écrasés dans la tourmente.

Il écrit : « *La preuve du caractère social ou, plus exactement du véritable caractère de classe de la guerre ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances bellicérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances bellicérantes et du monde entier.* »

Lénine décrit les progrès de la technique qui ont été à la base d'un grand développement des forces productives des différents pays industrialisés. L'introduction massive du capital bancaire dans la production industrielle a donné naissance au capital financier qui domine l'activité économique par l'intermédiaire des grands trusts nationaux. Les trusts, étouffant dans le cadre d'un marché national trop étroit, sont entrés dans une concurrence internationale acharnée pour

trouver de nouveaux marchés, pour piller les matières premières à travers toute la planète et aussi pour trouver de nouveaux débouchés pour exporter leurs capitaux.



L'impérialisme, c'est la politique du capital financier qui se soumet les Etats quelle que soit leur forme politique, monarchique ou républicaine.

Les Etats se lancèrent dans la conquête coloniale. En une dizaine d'années, le monde se trouva partagé

entre les grandes puissances, principalement la France et l'Angleterre, qui se taillèrent d'énormes empires en Afrique et en Asie, constituant des territoires protégés par des barrières douanières, véritables chasses gardées pour les trusts nationaux.

« *Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ». Et le partage de ce « butin » se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans leur guerre pour le partage du butin.* »

La Première guerre mondiale fut l'aboutissement de cette politique impérialiste. « *La guerre de 1914-1918 a été de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des 'zones d'influences' du capital financier.* »

* * * * *

LES CAUSES ÉCONOMIQUES DU RÉFORMISME ET DE « LA FAILLITE DE LA SOCIAL DÉMOCRATIE »

La crise de la guerre de 14 a provoqué une scission au sein du mouvement ouvrier dont la majorité resta désespérée, assommée avant que la majorité des partis ne capitule devant sa propre bourgeoisie. Cette capitulation honteuse, faillite de la social-démocratie, était le produit de l'adaptation passive de dirigeants impuissants à anticiper les crises, à comprendre la logique du système capitaliste, anesthésiant les masses avec leurs propres illusions.

La majorité de ces dirigeants ne pensaient plus en révolutionnaires soucieux de préparer les masses aux crises et à la lutte mais en gestionnaires démocratiques des organisations ouvrières. Sans politique ni volonté, ils n'eurent d'autre choix que de se soumettre à celles de la bourgeoisie et de son état-major contre le prolétariat.

« *L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat* » écrit Lénine en 1915. Il ajoute : « *On a vendu le droit du prolétariat à la révolution en échange du plat de lentilles des organisations autorisées par l'actuelle loi policière.* »

« *Où est donc, interroge Lénine, la base économique de ce phénomène historique universel ? Précisément, dit-il, dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme.* »

Il explique : « *le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une*

poignée (moins d'un dixième de la population du globe, ou en comptant de la façon la plus large et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple 'tonte de coupons'. Ce qu'on appelle la tonte des coupons, c'est ramasser les dividendes des actions, c'est-à-dire faire de l'argent en dormant. » Et il ajoute : « *on conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de 'leur' pays), permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays avancés la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.*

Cette couche d'ouvriers embourgeoi-

sés ou de 'l'aristocratie ouvrière', entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^{ème} Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie ».

Les illusions des masses désarmées par des dirigeants sans volonté ni perspectives se sont brutalement brisées sur la barbarie de la guerre. Au prix de terribles sacrifices, les travailleurs réussirent à regrouper leurs forces, jeter les bases de nouveaux partis révolutionnaires pour s'engager dans la lutte qui aboutit à la révolution d'Octobre.

Lénine concluait la préface à sa brochure rééditée en 1920 en écrivant :

« L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé depuis 1917, à l'échelle mondiale ». Malheureusement, les forces révolutionnaires n'étaient pas assez puissantes pour liquider les vieilles classes qui ont réussi à reprendre la maîtrise de la marche de l'économie « mondialisée ».

Pour les générations révolutionnaires nouvelles, cette période transmet un enseignement décisif. Entretenir des illusions sur les possibilités d'une transformation pacifique et progressive du capitalisme est irresponsable. Personne n'est en mesure de prévoir le rythme des crises, ni si leur généralisation débouchera sur une crise révolutionnaire, ni quelle en pourrait être l'issue, mais le

travail des militants socialistes et communistes est de préparer les travailleurs à ces crises, d'anticiper sur les développements économiques et sociaux pour les armer, c'est-à-dire leur donner les moyens de mener le combat de classe en toute conscience.

Pour reprendre aujourd'hui l'initiative, le mouvement ouvrier doit avoir sa propre stratégie contre la stratégie des classes dominantes dont il comprend mieux qu'elle-même les desseins. Ayant l'esprit libre de tous les préjugés, il est mieux à même de saisir les évolutions qu'il perçoit à travers les processus qui les conditionnent, l'évolution des forces productives, des techniques comme des rapports entre les classes qui en résultent.

* * * * *

DE L'IMPÉRIALISME AU LIBÉRALISME IMPÉRIALISTE

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux » écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Sous le fouet de la concurrence qui les oppose, les capitalistes sont entraînés dans une course en avant incontrôlée pour conquérir de nouveaux marchés, baisser les coûts... Obligés d'investir, ils cherchent à compenser ces dépenses en renforçant l'exploitation. Les progrès de productivité sont accompagnés d'une stagnation de la consommation, voire d'un recul, d'où les crises, la marche anarchique et cyclique du capitalisme.

Ceci dit, chaque crise a sa signification propre qu'il faut resituer en fonction de la courbe du développement capitaliste.

La crise de 1929 fut, pour reprendre l'expression d'Isaac Joshua, « la crise de l'émergence américaine ». La jeune nation-continent, dans l'euphorie de l'issue de la Première guerre mondiale qui avait affaibli ses rivales européennes et dopé son économie, se lançait dans une folle et fébrile poussée de libéralisme qui, en quelques courtes années, se brisa sur les frontières que les vieilles nations

coloniales avaient imposées pour protéger leur territoire économique.

L'ivresse spéculative de la jeune bourgeoisie qui avait cru que le monde s'ouvrait à elle, la mit KO. Elle entraîna les autres nations dans sa chute dont elle ne sortit qu'au prix d'une mobilisation des forces pour une nouvelle guerre afin d'imposer sa domination à une Europe ruinée par les rivalités internes qui l'avaient livrée à la décadence fasciste et à la puissance japonaise qui revendiquait sa part du festin.

Sinistre et sanglante curée entreprise au nom de la démocratie, la Seconde guerre mondiale brisa, sous les effets d'Hiroshima et Nagasaki, les dernières résistances aux légions de la démocratie de l'impérialisme dominant. Dernières, non, il lui fallut écraser sous les bombes et le napalm la levée révolutionnaire des peuples réduits jusqu'alors à l'esclavage par les vieilles puissances. La démocratie impérialiste mit bas les masques, révélant son double visage. Encourageant d'une main les rébellions contre ses rivales, de l'autre elle réprimait ceux qui voulaient conquérir leurs droits d'êtres humains par la lutte révolutionnaire. Elle déversa sur le peuple vietnamien autant de bombes qu'il en fut utilisé durant toute la Seconde guerre mondiale.

Ce fut bien une troisième guerre mondiale, suite des deux premières. L'effondrement des vieux empires coloniaux avait révélé aux yeux des opprimés que leurs maîtres étaient faibles et lâches, tout en laissant devant eux un vide politique et militaire dans lequel s'engouffra la révolution coloniale. Les nouveaux maîtres du monde durent se déployer pour faire la police et contrecarrer les ambitions de la bureaucratie stalinienne qu'ils avaient eux-mêmes encouragées. Guerre froide, mais féroce et sanglante.

Sous la pression de l'URSS, dernière puissance à contester leur hégémonie en s'appuyant sur le soulèvement des peuples coloniaux, les Etats-Unis, avec dans leur sillage les autres puissances impérialistes, n'eurent pas d'autre choix qu'une politique étatique mobilisant les ressources financières des banques. Pour faire face aux besoins de la reconstruction dans l'après-guerre, relancer l'économie et le commerce mondiaux tout en menant les guerres coloniales, les Etats jugulèrent la concurrence impérialiste pour la contenir dans un cadre compatible avec les intérêts généraux des classes dominantes.

Cette intervention massive des Etats est le trait dominant de la période dite par euphémisme « les Trente glorieuses ».

Les « Trente glorieuses » : une expansion capitaliste à crédit qui aboutit à la crise

Les besoins matériels au sortir de la guerre étaient immenses mais la plupart des économies étaient exsangues. Il a

donc fallu que les Etats-Unis fournissent des sommes considérables de dollars en crédit pour que ces besoins four-

nissent un marché solvable pour les industriels.

L'expansion des années 50-60 a re-

posé sur une intervention massive des Etats et sur un gigantesque développement du crédit. L'ensemble de l'appareil productif s'est modernisé. La productivité a considérablement augmenté, 4,6 % par an en France de 1949 à 1973. Cela a permis le développement de la consommation de masse qui a entraîné une réelle amélioration du niveau de vie de la population. Réelle par rapport à la situation catastrophique d'après-guerre mais relative par rapport aux énormes profits accumulés par les patrons.

Cette amélioration des conditions de vie des travailleurs fut la conséquence du rapport de forces entre les classes. La crainte des explosions sociales au sortir de la guerre a obligé la bourgeoisie à faire des concessions au monde du travail en mettant en place la Sécurité sociale, les conventions collectives... De plus, la

situation de plein emploi et les luttes des salariés ont entraîné un relèvement des salaires comme en mai 68, et le soulèvement des peuples colonisés a mis fin au pillage colonial.

Toutes ces concessions, imposées à la bourgeoisie, ont entraîné une baisse du taux de profit. Car dans l'économie capitaliste, toute amélioration des conditions des masses ne peut se faire que contre la soif de profit des possédants.

La production capitaliste ne vise pas à satisfaire des besoins clairement exprimés mais vise à permettre à une minorité de vendre pour faire du profit, et le plus possible de profit. Les profits engrangés doivent à nouveau s'investir pour rapporter toujours plus de profit. Le capitalisme est pris dans une fuite en avant pour faire fructifier son capital en maintenant son taux de profit.

Aiguillonné par la concurrence à laquelle ils se livrent entre eux, les capitalistes doivent toujours produire plus, trouver de nouveaux marchés. Le crédit a permis de reculer les limites du marché solvable mais sans les supprimer. Et ces limites du marché précipitent le moment où la course au profit conduit à la crise. Pour que le capitalisme puisse connaître un développement harmonieux, il faudrait qu'existe un équilibre entre les différents secteurs de l'économie. Entre le secteur qui produit les machines et les matières premières, celui qui produit les biens de consommation et les consommateurs. Mais maintenir de tels équilibres est impossible dans une économie dont la seule logique est la course au profit.

La régulation par le marché se fait a posteriori, elle ne rétablit les équilibres qu'à travers les ruptures, les crises.

Sortir de la crise : rétablir le taux de profit contre la population

Dès le milieu des années 60, le taux de croissance de l'économie a commencé à baisser. Face à cette baisse de la rentabilité, les capitalistes ont cherché des solutions pour maintenir leur profit.

Ils ont brutalement augmenté les prix. Cela a commencé par les grands trusts du pétrole qui ont provoqué le choc pétrolier de 1973, puis tous ont suivi, entraînant une inflation généralisée.

Ils ont aussi cherché à réduire les coûts de production en réduisant les effectifs. Au nom de la modernisation, la production a été réorganisée pour liqui-

der les secteurs les moins rentables et licencier massivement ailleurs.

L'Etat est intervenu pour financer le tout en faisant marcher la planche à billets.

Ainsi, la crise des années 70 s'est traduite par l'inflation et par la montée du chômage : deux manières pour les patrons d'essayer de maintenir leur taux de profit en pressurant davantage les travailleurs.

La production stagnant, les banques comme les grands groupes financiers ont cherché d'autres endroits pour réin-

vestir leurs capitaux. Dans les années 70, les prêts se sont multipliés sous toutes les formes possibles entraînant l'endettement faramineux de tous les Etats. Dans les pays riches, toute une partie du budget fut désormais consacrée au remboursement de ces prêts. Cela servit d'argument à tous les gouvernements pour justifier les économies faites sur les budgets des services publics et des services sociaux, ce qui revenait à drainer toute une partie de l'argent public pour alimenter les profits privés.

La fracture des années 80, de l'explosion de la Bourse à la victoire du libéralisme

C'est dans les années 80 que l'activité boursière a explosé. Cela n'a été possible que parce que les entreprises ont commencé à réafficher des profits du fait de la multiplication des plans sociaux et des attaques contre les salaires. Surendettées, elles avaient besoin de trouver de nouvelles sources de financement qui ne les mettent pas en position de dépendance vis-à-vis des banques, elles-mêmes fragilisées par des créances incertaines voire douteuses. Les banques elles-mêmes se sont réorientées vers la Bourse. Tous les gouvernements s'ingénierent à leur faciliter la tâche en liquidant les réglementations héritées de la période précédente.

Depuis les années trente, de nombreuses restrictions et réglementations visaient à limiter la libre-circulation des

capitaux par crainte du souvenir du krach de 29.

La grande offensive des années 80 a levé toutes les barrières qui s'opposaient à la libre circulation des capitaux. Ce fut ce que les anglais appellèrent le big bang ! Reagan et Thatcher sont souvent présentés comme les initiateurs de cette politique libérale qui a conduit à la mondialisation, mais leur politique correspond à une évolution bien plus profonde et elle a été menée dans tous les pays par tous les gouvernements qu'ils aient été de droite ou de gauche comme en France.

En à peine une dizaine d'années, toutes les réglementations sont tombées, créant un vaste marché financier unifié. Cela s'est traduit aussi par une

attaque en règle de tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, limitait le droit des capitalistes à faire du profit. Règlement financier, droits de douanes mais aussi secteur public, couverture sociale, législations du travail, conventions collectives bref, tout ce que la pression du monde du travail avait réussi à imposer comme concessions à la bourgeoisie a été peu à peu remis en cause pour que la course au profit puisse se livrer en toute liberté.

Cette libéralisation permet maintenant une libre circulation des capitaux d'un bout à l'autre de la planète 24 heures sur 24. Cela a entraîné un développement de la sphère financière sans précédent dans l'histoire. Le montant des transactions financières serait de 60 à 80 fois plus grand que la circulation des

biens réels. Le total des actions cotées en février 1999 était de 130 000 milliards de dollars, 20 fois plus que tous les échanges de marchandises et de services réalisés en 1998 qui se montaient à 6 500 milliards de dollars.

Mais cette sphère financière n'est pas

suspendue en l'air, elle ne parasite pas l'économie capitaliste comme un corps étranger, elle est née de la logique même de l'économie de marché, elle prend ses racines dans la base même de l'économie capitaliste, dans l'exploitation du travail humain. Elle est dans la

nature même du capital qui se dédouble en capital destiné à la production et en capital destiné à l'appropriation de la plus-value. Ce capital fictif composé d'actions, de titres de toutes sortes, tend à faire de la production mais aussi des moyens de production l'objet de ses spéculations.

* * * * *

L'HÉGÉMONIE AMÉRICAINE INDISPENSABLE À L'ÉQUILIBRE INSTABLE DU MONDE GLOBALISÉ ET DÉRÉGLEMENTÉ

Les Etats-Unis sont les maîtres du monde. La conquête de cette domination a été une des causes essentielles de la mondialisation, l'assurer et la perpétuer est un des axes majeurs de son évolution.

Dans le libéralisme « mondialisé » du XXI^{ème} siècle, les Etats-Unis occupent d'une certaine façon la position qu'occupait l'Angleterre à l'époque du libéralisme du XIX^{ème} siècle. Leur suprématie est indispensable à l'équilibre mondial stabilisé par la puissance dominante, façonné par elle.

Le développement impérialiste à la fin du XIX^{ème} siècle posait la question de qui dominerait le monde. Elle a été tranchée par les deux guerres, trois avec les guerres coloniales, qui se résument en une vaste guerre de plus de cinquante ans pour le leadership mondial. Elle a abouti à l'hégémonie américaine et à la liquidation des empires coloniaux, c'est-à-dire à ce nouvel âge du capitalisme sénile, le libéralisme impérialiste.

La Pax Britannica du XIX^{ème} a été remplacée par la Pax Americana du XXI^{ème}.

L'hégémonie américaine a triomphé en brisant tous les vieux rapports de domination qu'avaient construits l'Angleterre puis les autres nations européennes pour concurrencer sa puissance industrielle et financière. Les Etats-Unis avaient pour cela la supériorité technologique d'une industrie qui s'était construite à l'échelle d'un continent libre des vieux rapports de classes, scories de la féodalité. Le capitalisme a pu ainsi trouver une nouvelle jeunesse en s'appliquant à l'échelle d'un continent entier.

Cette supériorité des USA, loin de faiblir, s'est renforcée au décours de la crise des années 70. Les trusts américains

jouissant du marché intérieur le plus vaste du monde, de sources d'approvisionnement énergétique sur leur propre territoire, ont pu se restructurer à l'abri d'un protectionnisme renforcé par la position dominante du dollar. La baisse de la monnaie qui sert de monnaie de paiement dans les échanges internationaux leur ouvrit les frontières et les marchés.

Ainsi, entre 1980 et 1995, la production industrielle y a cru de 50 % en volume, parallèlement à l'explosion des nouvelles technologies.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui la place forte de l'économie mondiale. Premiers dans l'industrie, l'agriculture ou les services, ils sont le premier exportateur mondial avec 12 % de l'ensemble des exportations. Cela ne les empêche pas d'avoir le plus lourd déficit commercial. C'est un signe de puissance, ils drainent du fait de leur domination une part croissante des richesses mondiales. Cause aussi de graves déséquilibres.

Cette position dominante constitue un avantage considérable dans les batailles financières dont la planète est l'enjeu, batailles spéculatives dans lesquelles les banques, les compagnies d'assurances, les fonds de pension, les fonds de placement, les fonds d'arbitrage occupent une place prépondérante. La spéculation internationale leur permet de drainer une part encore plus grande des richesses.

Dans les relations que tissent les autres nations avec les USA s'expriment les contradictions des relations internationales dans le cadre de la mondialisation, relations perverses du fait de la dépendance des autres puissances impérialistes à leur égard et de leur

volonté d'échapper à cette mainmise.

Il y a là une logique contradictoire qui transforme les rapports entre les nations comme les rapports sociaux. Il ne peut plus y avoir d'unité économique susceptible de concurrencer la puissance américaine si elle n'est pas à l'échelle d'un continent. Ainsi, les rivalités économiques et financières poussent à la constitution de nouvelles entités économiques, tant en Europe qu'en Asie.

Une des conséquences paradoxales du rôle dominant des USA, gendarme du monde, est qu'il entraîne une concentration étatique croissante, un militarisme omniprésent. Comme l'écrivait Boukharine dans *L'économie mondiale et l'impérialisme* : « l'énorme tension de la concurrence sur le marché mondial exige de l'Etat un maximum de concentration et de puissance ». Paradoxalement, la puissance dominante qui n'a pu émerger et s'imposer qu'en brisant les lignes de défense de ses rivales ou adversaires au nom de la démocratie, du droit des peuples et de la liberté de l'économie de marché, est engagée dans un processus qui aboutit au renforcement de son Etat et du Pentagone.

Un des éléments déterminants de l'évolution des relations internationales, facteur de tensions et de conflits, sera la contestation de cette hégémonie américaine. Les USA ne sont plus la puissance qui, au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, entraînait les autres nations dans son sillage au nom de « la défense du monde libre », ni « les leaders et le moteur de la croissance globale » voulus par Clinton, mais les maîtres du monde qui veulent faire payer le prix de leur domination à ceux-là mêmes qu'ils se soumettent.

LES MULTINATIONALES METTENT LE MONDE EN COUPE RÉGLÉE

D'après un récent rapport de la CNUCED, il existe aujourd'hui quelques 63 000 sociétés multinationales contrôlant plus de 690 000 filiales étrangères. Mais ce chiffre ne donne pas une idée de la concentration atteinte par la production. En effet, les 200 plus grandes de ces firmes ont réalisé en 1992 un chiffre d'affaires qui équivalait à plus du quart du PIB mondial. Et comme il n'y a pas d'égalité, même parmi les grands, les 10 premières multinationales accaparent autant de richesses que les 190 suivantes.

La grande majorité des cent plus importantes multinationales appartiennent aux 5 grandes puissances : les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, la Grande-Bretagne et la France. En 20 ans, le nombre de sociétés-mères dans les 15 pays les plus riches est passé d'environ 7 000 à 40 000. Et le chiffre d'affaires de l'ensemble des filiales étrangères contrôlées par ces firmes est passé de 3 000 milliards de dollars en 1980 à 14 000 milliards de dollars en 1999, soit près de deux fois le montant des exportations dans le monde !

Les multinationales sont responsables des trois-quarts du commerce international, d'autant que 40 % de ce commerce correspond à des transferts de produits au sein même de ces firmes géantes.

Les chiffres d'affaires des plus grandes de ces multinationales dépassent les budgets d'Etat comme la Belgique, la Hollande ou le Canada. Par exemple, General Motors fait travailler 700 000 personnes dans le monde et pèse sur le plan financier autant qu'un pays comme la Suède. Presque tous les pays ont modifié leur législation ces 20 dernières années pour favoriser le développement de ces multinationales, en facilitant leur investissement, leur installation.

Ainsi l'économie mondiale est dominée par quelques centaines de firmes multinationales gigantesques qui, grâce à la révolution des moyens de communication et des moyens de transport, peuvent organiser leurs activités à travers toute la planète en mettant en concurrence les travailleurs des pays riches et des pays pauvres, salariés comme petits producteurs.

La concentration et le pouvoir de ces multinationales sont tels qu'elles exercent une véritable dictature sur l'ensemble de la production. Dans nombre de secteurs industriels (logiciels, composants électroniques, aérospatiale, équipements électriques), les 5 premières multinationales se partagent plus de la moitié de la production mondiale.

Mais le but des multinationales n'est pas de développer la production, il est de faire fructifier leurs capitaux avec le meilleur rendement possible ! C'est dans ce but que toute l'activité productive mondiale, indispensable à la vie de toute la société, est organisée.

En position de monopole, les multi-



nationales contrôlent la recherche et les nouvelles technologies qu'elles décident ou pas d'utiliser. De leurs choix économiques dépendent les prix des matières premières, la production de pays entiers, et donc la vie de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Cette position de monopole leur permet de réaliser des profits colossaux en imposant leurs prix aux petits producteurs comme aux consommateurs, en imposant une dégradation des conditions de travail aux salariés et en imposant leurs lois aux Etats !

La « mondialisation », contraire-

ment à ce que disent certains économistes, n'a rien à voir avec le libre-échange entre les peuples au bénéfice de tous, c'est bien plutôt la libre-concurrence acharnée à l'échelle de la planète entre des firmes multinationales qui imposent leur dictature sur toute l'économie et prennent les peuples en otage.

Les gigantesques profits qu'elles accumulent sur le dos du monde du travail et des peuples, font d'elles des groupes financiers disposant de masses de capitaux exorbitants. Ces capitaux ne pouvant s'investir dans la production, les firmes multinationales se sont lancées depuis des années dans toutes sortes d'opérations financières, si bien qu'une part de plus en plus importante de leurs chiffres d'affaires est réalisée à travers la spéculation.

Ces capitaux que les multinationales cherchent à investir à travers le monde contribuent à accélérer toutes les déréglementations, les privatisations et la concentration des firmes. Pour faire face à des opérations brassant des sommes de plus en plus grandes, les firmes se sont lancées dans de gigantesques opérations de fusion-acquisition. Le nombre total des fusions-acquisitions opérées dans le monde a augmenté de 42 % par an entre 1980 et 1999. La valeur de l'ensemble de ces fusions-acquisitions est passée de 0,3 % du PIB mondial en 1980 à 8 % en 1999.

Les firmes se rachètent les unes les autres, rachètent un concurrent, rachètent des pans entiers des services publics contribuant à mettre un peu plus toute l'économie en coupe réglée. Il s'est ainsi créé un marché des entreprises, un marché des multinationales et toute la production se retrouve inféodée aux exigences de ce marché, tout doit être sacrifié à la rentabilité la plus immédiate pour augmenter l'attrait de ces entreprises. Ainsi, ces rachats s'accompagnent de vastes plans de restructuration, de fermetures d'usines, de licenciements, de recul des conditions de travail pour satisfaire les actionnaires et attirer les capitaux !

LA SURACCUMULATION DU CAPITAL FINANCIER : L'EXACERBATION DU PARASITISME QUI DÉVORE L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE DEVENUE OBJET DE SPÉCULATION

Entre les mains de ces grands groupes industriels et financiers, la production comme les moyens de production sont devenus l'objet de spéculations effrénées. A coups de milliards de dollars, les entreprises fusionnent, s'achètent, s'échangent à travers des OPA et OPE plus ou moins amicales. En 1999, il y a eu 6 000 opérations de fusion-acquisition pour 720 milliards de dollars, et la CNUCED prévoit qu'elles atteindront 1 000 milliards de dollars en l'an 2000. Non seulement ces fusions-acquisitions se multiplient mais les sommes en jeu ne cessent d'augmenter. L'an passé, 109 opérations de ce type, dont TotalFinaElf, ont dépassé le milliard de dollars. Le but de ces concentrations, c'est de pouvoir drainer des sommes toujours plus grandes de capitaux pour spéculer à la Bourse. Ainsi on assiste, depuis 20 ans, à un essor sans précédent de la bulle financière, car si les sommes en jeu dans ces fusions sont énormes, les sommes que ces firmes financières consacrent aux opérations de spéculation sont sans commune mesure !

Le montant des transactions financières serait de 60 à 80 fois plus grand que la circulation des biens réels. Le total des actions cotées en février 1999 était de 130 000 milliards de dollars, 20 fois plus que tous les échanges de marchandises et de services réalisés en 1998 qui se montaient à 6 500 milliards de dollars.

On estime ainsi que, chaque jour, le total des transactions effectuées sur les marchés des changes mondiaux s'élève à environ 2 000 milliards de dollars. En 1995, il s'élevait déjà à 1 500 milliards et seulement 8 % au plus de cette somme, soit 120 milliards de dollars, correspondaient à des transactions effectuées en vue du commerce ou en vue d'investissements directs à l'étranger.

Ce capital financier est foncièrement parasitaire, il est aveugle, dévastateur, il n'est porteur d'aucun développement réel, car il soumet toute la production des richesses indispensables à la vie des hommes à son seul but, la recherche du profit le plus immédiat. Ces groupes financiers investissent dans un pays puis retirent leurs capitaux en le laissant en ruine selon les fluctuations des marchés financiers. Ils achètent des entreprises puis les ferment au bout de quelque temps si elles sont jugées pas assez rentables par rapport aux taux de profit attendus par les actionnaires.

Certains commentateurs parlent d'une « économie de casino », oui, mais un casino bien particulier où se jouent le travail de millions d'hommes, les usines, les marchandises...

Les marchés financiers sont directement liés à la production, à l'économie réelle qui est devenu l'objet des spéculations. Quand les groupes financiers déplacent des milliards d'un pays à l'autre pour engranger quelques pourcentages de profits supplémentaires, cela a sur les économies, sur les populations, un effet dévastateur qui conduit à une prolétarianisation croissante des populations de tous les pays du monde.

Car cette sphère financière, cet édifice de bouts de papiers et d'opérations d'écriture, ce capital fictif, ne sont pas suspendus dans le vide. Le profit n'est pas produit dans les pages des livres de comptes des banques ou dans les listings des ordinateurs, et ce n'est pas dans la spéculation que se crée la plus-value qui permet aux actionnaires de s'enrichir, mais bien par l'exploitation du travail humain.

Cette hypertrophie de la finance est aberrante, démentielle de par le déca-

lage entre les sommes en jeu et les richesses réelles existantes. Mais elle n'est pas due à un dysfonctionnement du capitalisme, elle est dans sa nature même. Dans la logique de cette économie, les capitaux doivent rapporter du profit et avec la rentabilité la plus élevée possible. Si la production ne le permet plus, les capitaux cherchent ailleurs, à la Bourse, dans la spéculation, dans le rachat, le dépeçage et la revente d'autres entreprises, voire des services publics de pays entiers. Les groupes financiers luttent entre eux et surtout sur le dos des peuples pour maintenir leur taux de profit, quel que soit le prix payé par la société.

Dans cette course folle, les groupes cherchent à concentrer entre leurs mains le maximum de capitaux possible, au point que même les maigres ressources des travailleurs sont centralisées jusqu'à la moindre goutte pour être mises à la disposition des capitalistes. En Angleterre et aux USA par exemple, même les fonds de retraite des travailleurs, qui représentent des sommes énormes équivalant au quart des richesses produites par ces pays en une année, sont drainés par les capitalistes et utilisés pour des opérations financières.

Et plus les multinationales investissent dans les opérations financières, plus elles doivent accroître l'exploitation de la classe ouvrière et des peuples pour dégager toujours plus de profit. C'est pour cela que même les entreprises qui annoncent des profits records ne cessent de prévoir des plans de restructuration, des plans sociaux, car il n'y a pas de limite à cette accumulation de capitaux.

Le capital financier tend à désertifier l'économie pour nourrir les féroces appétits des monstres économiques que sont les multinationales.

* * * * *

LA BOURSE, LE CASINO OÙ SE JOUE ET SE DISTRIBUE LA RENTE FINANCIÈRE

Après la crise financière de 97 et la récession qui a touché de nombreux pays d'Asie, dont le Japon, pendant deux ans, les Bourses européennes et américaines ont vécu une véritable frénésie, alimentée en partie par les capitaux refluant des places boursières asiatiques.

Ainsi, entre janvier 1999 et janvier 2000, au plus fort de cette furie spéculative, l'indice de la Bourse de Londres avait progressé de + 16 %, celui de New York de + 31 % ; quant aux valeurs du CAC 40 parisien, elles réalisaient + 51 % dans l'année. Mais le record, cette année-là, avait été battu par le Nasdaq, une Bourse américaine où sont cotées essentiellement des entreprises de la « nouvelle économie », fabricants d'ordinateurs, de composants électroniques, de logiciels, etc. Entre janvier 99 et avril 2000, l'indice du Nasdaq avait grimpé de + 127 %.

Pendant cette période, les masses de capitaux ont afflué de toute part vers la Bourse. Les fusions-acquisitions d'entreprises qui se faisaient avant par l'intermédiaire des banques, se mènent systématiquement à la Bourse, par émissions et échanges d'actions. Elles représentaient moins de 200 milliards de dollars chaque année entre 1987 et 1997, avant d'atteindre 300 milliards en 97, 530 en 98 et 720 en 1999. Ce sont aussi les milliards des petites économies des particuliers qui sont drainés par la Bourse : il y a bien sûr tous ceux qui veulent tenter leur chance, mais aussi tous ceux qui y sont sans le savoir, dont les économies, par le biais des fonds de pension, des retraites complémentaires, des participations sous forme d'actions, etc., viennent alimenter le grand casino. Jamais certainement, la Bourse n'a autant joué ce rôle : concentrer l'argent dormant pour en faire du capital à la disposition des groupes financiers.

Et puis, il y a les grandes entreprises qui ont toutes développé des secteurs financiers, spéculant avec la trésorerie, les fonds de roulement, les bénéfices. Dans les bilans financiers des plus gros trusts industriels, on voit que 20, 30, 40 % des profits annuels viennent de ces services financiers. La Bourse ne finance

plus l'industrie. C'est l'industrie qui se joue elle-même à la Bourse.

Au total, ce sont plus de 2 000 milliards de dollars qui sont échangés quotidiennement, 24 heures sur 24, en passant d'une Bourse à l'autre à la vitesse de l'électronique, pour une capitalisation boursière totale estimée aux environs de 130 000 milliards de dollars, chiffre faramineux, bulle financière dé-



connectée de la valeur des richesses réellement produites dans le monde (en 1997, environ 29 000 milliards de dollars).

Au cours de ces trois dernières années de frénésie boursière, à chaque record franchi, la presse titrait sur les dangers de krach, faisant mine de s'interroger sur la solidité de l'économie pour, le plus souvent, affirmer sa confiance dans l'avenir. Confiance d'autant plus étonnante que l'attrait des profits financiers a peu à peu aspiré tous les éléments stabilisateurs que le capitalisme avait mis en place. Les banques deviennent des intermédiaires entre les particuliers et la Bourse. Les Etats se sont mis entièrement au service du capital financier : épargne salariale pour donner l'argent des travailleurs à la Bourse, déréglementation pour accroître la circulation des capitaux, etc.

Un premier krach est vraiment venu, au début de l'année 2000. Vu qu'il touchait d'abord les fameuses valeurs de la nouvelle économie, chacun y est allé de son couplet rassurant : il s'agissait d'un réajustement nécessaire de ces valeurs qui avaient vraiment trop grimpé, de façon irrationnelle.

Aujourd'hui, en octobre 2000, les principales places boursières n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant le « réajustement ». Paris a bien progressé de + 1,6 % en 10 mois, mais on est loin des performances des années précédentes. Londres et New York ont reculé dans le même temps de plus de 10 %. Quant au Nasdaq, entre avril et octobre 2000, c'est un recul de - 36 % qu'il a encaissé.

A l'heure de cette morosité financière, la presse ne parle plus de krach, il faut redonner confiance pour que les gogos alimentent la chaudière. Il faut tout faire pour continuer à drainer l'argent vers elle. Quand la machine ralentit, la concurrence pour s'approprier la rente financière, retombées de la spéculation ou dividendes, s'exacerbe. Le système devient plus fragile. L'énormité de certains acteurs financiers, fonds de pension ou groupes financiers, peut faire que le moindre mouvement prenne une importance imprévue, provoque l'effet boule de neige, mène vers le krach.

Prédire le krach, faire des pronostics sur sa profondeur, son imminence, sa rapidité, ou sur la capacité du capitalisme à redémarrer et poursuivre la croissance, est l'affaire des conseillers financiers. Krach ou pas, les travailleurs payent déjà cette économie de casino, où les capitalistes mènent la guerre de classe pour tirer de quoi alimenter toujours plus la Bourse. Ce qui est certain, c'est que la concurrence entre financiers pour se partager la rente financière à la Bourse est indissociable du capitalisme. Le décalage se creuse entre la réalité de la production et de la vente des richesses, donc du profit réellement fait, et la spéculation boursière menée par les groupes financiers sur des espoirs de profits. L'économie repose sur une sorte de crédit financier, aggravant l'anarchie du marché, préparant la ruine.

LA DETTE, TITRE DE PROPRIÉTÉ DES GROUPES FINANCIERS SUR LES PEUPLES

Le pillage colonial qui a pris fin dans les années 60 a laissé la place au pillage des peuples du tiers-monde à travers « l'aide au développement », en réalité le surendettement des pays pauvres.

Dans les années 70, les Etats et les banques ont prêté des sommes colossales aux pays pauvres soi-disant pour les aider à s'industrialiser. Au début des années 80, c'est l'ensemble des pays en développement qui se sont retrouvés très lourdement endettés mais pas pour autant industrialisés. Ces prêts aux intérêts exorbitants, loin de les aider, n'ont servi qu'à drainer vers les banques des pays riches, les richesses des pays pauvres en les plongeant dans l'engrenage du sous-développement.

Les pays pauvres se sont retrouvés complètement étranglés par leur dette qui dépasse le plus souvent des dizaines de fois leurs revenus. En 1982, le Mexique s'est déclaré insolvable avec une dette de 100 milliards de dollars. Lui et bientôt d'autres comme le Brésil, l'Argentine, l'Algérie, l'Indonésie se sont déclarés dans l'incapacité de payer les intérêts de leur dette aux banques occidentales. Cette annonce a failli entraîner la faillite de banques internationales qui avaient alors quasiment investi tous leurs fonds dans ces prêts aux pays pauvres car ils constituaient à l'époque l'investissement le plus rentable possible.

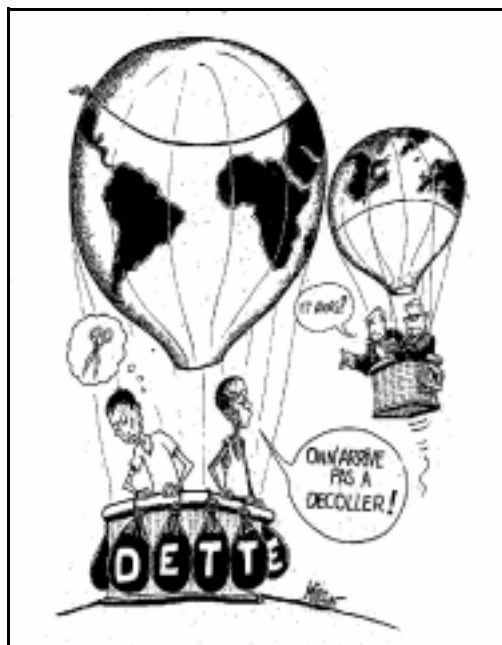
Mais le FMI, l'huissier des banques occidentales, a imposé des plans draconiens aux pays qui ne pouvaient plus payer. Il les a obligés à pressurer toujours davantage leurs populations. Les plans de restructuration qu'il leur a imposés ont plongé les peuples dans une misère effroyable. Et les remboursements ont continué et continuent encore, malgré l'hypocrisie des pays riches qui régulièrement annoncent l'annulation de la dette publique des pays pauvres.

La dette publique extérieure du tiers-monde s'élève encore aujourd'hui à environ 1600 milliards de dollars, soit moins

de 5 % de la dette mondiale qui représente 40 000 milliards de dollars. Cela peut paraître énorme, et ça l'est pour les peuples condamnés à la payer, mais, par comparaison, la somme échangée chaque jour sur les marchés des changes est estimée à 2000 milliards de dollars.

Aujourd'hui, le tiers-monde a remboursé plus de quatre fois ce qu'il devait en 1982, quand la crise de la dette a éclaté. Et depuis plusieurs années, les pays pauvres endettés remboursent plus en intérêts qu'ils ne reçoivent comme nouvelles aides financières.

Les intérêts de la dette représentent en moyenne 18,3 % des exportations des pays pauvres, avec des situations



très différentes. Pour l'Ouganda, ils représentent 143 % de ses exportations : la totalité des exportations de l'Ouganda ne suffisent même plus pour payer les seuls intérêts de sa dette. L'Afrique subsaharienne rembourse chaque année près de 15 milliards de dollars, soit quatre fois plus que ce qu'elle dépense pour la santé et l'éducation.

Ainsi, selon la Banque mondiale, les 41 PPTE (pays pauvres très endettés) ont transféré en 1998 vers les créanciers des pays riches 1 680 millions de dol-

lars de plus que ce qu'ils ont reçu.

Bref, les pays les plus pauvres du monde enrichissent les banquiers des pays les plus riches. L'ensemble des pays en développement a remboursé 350 milliards de dollars en 1999, soit sept fois plus que l'ensemble de l'aide publique au développement qui s'est élevée cette année-là à 50 milliards de dollars.

Ainsi, la dette a entraîné un flux de richesses des pays pauvres vers les pays riches, flux de richesses faible par rapport aux masses de capitaux que la bourgeoisie mondiale brasse, mais suffisamment grand pour plonger les 3/4 de la population mondiale dans la catastrophe.

Depuis que les pays pauvres endettés sont passés sous la coupe du FMI, ils ont été saignés à blanc et littéralement dépécés, vendus pour une bouchée de pain aux groupes financiers des pays riches.

Le FMI a obligé les pays pauvres à orienter toute leur économie vers l'exportation, réduisant la production des produits de première nécessité, et entraînant la surexploitation des travailleurs des usines produisant pour le marché extérieur. Il a exigé la réduction, voire l'interdiction des subventions étatiques aux produits de première nécessité, entraînant des hausses catastrophiques des prix. Il a imposé la compression des dépenses sociales et des services publics et la suppression de toutes les mesures protectionnistes, ouvrant ainsi les pays pauvres au pillage impérialiste.

Une partie de la dette a été transformée en actions créées à partir de la privatisation des services publics et d'entreprises nationalisées. Les firmes multinationales ont pu acheter des pans entiers de l'économie des pays pauvres, comme la Lyonnaise ou CGE, qui contrôlent la distribution de l'eau de nombreux pays d'Amérique du Sud et d'Afrique.

Ainsi, les multinationales prennent directement le contrôle des pays les plus pauvres dictant leur loi à leurs Etats avec l'aide des organismes internationaux comme le FMI ou la Banque Mondiale.

LE LIBÉRALISME INTÈGRE DES ÎLOTS INDUSTRIALISÉS, SUCCURSALES DES TRUSTS DANS UN OCÉAN DE MISÈRE

Dragons et tigres d'Asie du Sud-est (Corée du Sud, Taïwan...) *pumas* d'Amérique latine (Mexique, Brésil, Argentine...): les noms inventés pour parler des « *nouveaux pays industrialisés* » se voulaient d'autant plus impressionnants qu'ils devaient faire croire que le capitalisme de cette fin du 20^{ème} siècle entraînait de nouvelles économies nationales sur le chemin de la prospérité des pays riches.

Cette propagande mensongère voulait masquer qu'en fait d'industrialisation de ces pays, les multinationales n'investissent que pour chercher le meilleur taux de profit, créant pour cela des îlots industriels dans des pays misérables, composés d'usines succursales ou sous-traitantes, travaillant directement pour leur compte.

De cette politique de délocalisation naît une réalité nouvelle: la bourgeoisie des pays riches n'utilise plus les pays pauvres seulement comme réservoir de matières premières à piller (production minière, agricole), mais y développe aussi une industrie de transformation au point que la part des produits manufacturés dans les exportations des « *pays en développement* » est passée de 20 % en 1970 à 70 % en 1997. Et des millions de travailleurs des pays pauvres sont intégrés dans la production mondiale. Cela au profit des trusts des pays riches.

Ainsi au Mexique, la zone frontalière avec les Etats-Unis compte plus de 8 millions d'habitants dont 1 million travaille dans les *maquiladoras*, des usines qui bénéficient d'exonérations fiscales particulières à l'exportation. Les coûts de fabrication y sont jusqu'à 10 fois inférieurs à ceux des Etats-Unis. Le phénomène a véritablement explosé dans les années 80. Sous cette impulsion, Tijuana, principale ville de cette zone, qui ne

comptait que 65 000 habitants en 1950, est passée aujourd'hui à 1,3 million d'habitants !

En Chine, une première « *zone économique spéciale* » comptant 3 millions d'habitants, Shenzhen, avait été créée en 1979, dans la zone frontalière de Hong-Kong. Depuis 1993, ce sont 1200 zones supplémentaires de « *développement* » qui ont été créées, ouvertes aux investisseurs étrangers et situées essentiellement sur la façade maritime donnant sur Taiwan, le Japon ou la Corée. La main-d'œuvre y est encore moins chère que dans les autres pays d'Asie.

Les multinationales ont investi dans ces zones franches pour profiter du faible coût du travail, soutenant les régimes de dictature qui maintenaient l'ordre par la terreur, les persécutions contre les militants ouvriers.

En plus de ces zones créées sous la pression de l'impérialisme, ce sont de véritables économies nationales qui sont dépecées aujourd'hui pour être intégrées dans la politique mondiale des trusts.

Quand tout allait bien en Asie, les quatre *dragons* qui symbolisaient la réussite des « *nouveaux pays industrialisés* », Hong-Kong, Singapour, Taiwan et la Corée, ne représentaient déjà qu'un îlot de 77 millions d'habitants, soit 2,4 % de la population d'Asie.

Mais depuis la crise financière de 1997, le prétendu miracle asiatique est mort. Les grands conglomérats « indépendants », comme les chaebols coréens, Daewoo, Samsung ou Hyundai, qui avaient été développés par des capitaux d'Etat, prêtés par les Etats-Unis durant la Guerre froide, sont absorbés par les multinationales occiden-

tales qui ont multiplié les coups de boulot et fait voler en éclat les lois protectionnistes qui protégeaient ces conglomérats. La récession qui a fait reculer le PIB de la Corée de 625 milliards de dollars en 1997 à 574 en 1998, la dette de ces groupes qui s'élève en moyenne à 400 % de leurs fonds, les vagues de licenciements qui ont fait monter le chômage à 1,7 million de chômeurs, ont affaibli l'économie coréenne que se partagent aujourd'hui General Motors, Ford et les autres multinationales industrielles et financières.

Le processus d'industrialisation mené par les multinationales dans les zones franches ou en s'appropriant des pans entiers d'économies développées, va à l'opposé d'un développement des pays concernés, au sens d'un processus de création d'économies nationales indépendantes, et contribue à intégrer ces pays dans la production mondiale.

Si l'industrialisation par les maquiladoras renforce la dépendance de la bourgeoisie mexicaine à l'égard des trusts américains (70 % des importations et 76 % des exportations du Mexique se font en direction des Etats-Unis), cela crée une nouvelle situation pour les classes ouvrières mexicaine et américaine. Mises directement en concurrence par les mêmes patrons, elles n'auront pas d'autre choix que de s'entendre et s'unir par delà la frontière.

Ces transformations ont déjà bouleversé les conditions de vie de millions de paysans en Asie, en Amérique latine, formant une nouvelle classe ouvrière totalement intégrée à la classe ouvrière mondiale, parce que dépendant des aléas d'un même marché: les nouvelles forces de la révolution mondiale !

* * * * *

LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES, GUERRES POUR LE PÉTROLE

Durant les quinze dernières années, les trusts impérialistes, soutenus par leurs Etats et les organismes internationaux comme le FMI et la Banque mondiale, ont entrepris de reprendre le contrôle de leurs sources d'approvisionnement en matières premières et en énergie.

Celui-ci ne leur avait jamais totalement échappé, même après que la révolte des peuples coloniaux eut donné naissance à des Etats dont les classes dirigeantes ont pu utiliser ce nouveau rapport de forces pour négocier à un meilleur prix les productions de leur pays. Déjà intégrés dans le marché mondial lors de la période coloniale en tant que producteurs de matières premières, saignés à blanc par le pillage impérialiste et la violence des guerres coloniales, les pays du tiers-monde étaient incapables, faute d'infrastructures et de capitaux, de développer une économie diversifiée dans le cadre étroit de leurs frontières nationales. Même une fois maîtres, formellement, de leurs ressources naturelles, ils ne pouvaient qu'en passer, pour leur commercialisation, par les marchés mondiaux dominés par les trusts impérialistes parce qu'ils contrôlaient toutes les étapes de leur transformation.

Cependant, de nombreux Etats des pays du tiers-monde ont opposé une résistance à l'emprise des trusts, par le biais des nationalisations de leurs ressources, et parce qu'ils pouvaient, également, en écouler une partie dans les territoires de l'ex-URSS et de ses satellites.

Ce sont ces entraves à leur pénétration que les trusts impérialistes sont en passe de faire disparaître complètement. Dans les années 80, les prix des matières premières, expression alors du rapport de forces entre les trusts et les Etats du tiers-monde, ont subi des baisses considérables. Les pays producteurs ont été mis en concurrence les uns avec les autres, contraints de développer leurs exportations par le FMI et la Banque mondiale, qui mettaient cette condition à l'échelonnement de leurs dettes contrac-

tées dans les années 70. A partir du milieu des années 80, l'Etat américain, suivi de tous les Etats impérialistes, a commencé à imposer, à travers les accords commerciaux internationaux et les plans d'ajustement structurel du FMI, l'ouverture des frontières, la disparition des monopoles et du contrôle étatiques, la privatisation des entreprises nationalisées, et de façon générale, toutes les mesures protectionnistes prises dans les années antérieures. Avec la désintégration de l'URSS, ce « libre »-échange a pu s'exercer sans frein - les Etats des pays pauvres ne pouvant échapper au marché mondial -, de nouveaux territoires se sont ouverts à la pénétration directe des trusts impérialistes, et la concurrence a franchi un nouveau palier.

Le prix des matières premières n'est plus négocié pour la durée relativement longue de quelques mois, à travers des contrats bilatéraux. Il s'établit quasiment au jour le jour sur des marchés libres, et est ainsi devenu la proie des mouvements spéculatifs de capitaux, hypertrophiés depuis le début des années 1990.

Les pays producteurs de pétrole n'ont pas échappé à cette évolution, contrairement au mythe, créé par une propagande intéressée, d'une Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) toute puissante. L'arme du pétrole est pourtant redoutable, puisque toute l'économie mondiale en est étroitement dépendante, mais les pays producteurs, pas plus que ceux des autres matières premières, n'en ont jamais été réellement maîtres, même lorsqu'ils ont tenté de s'organiser pour limiter la concurrence entre eux, ou qu'ils ont nationalisé, dans les années 70, les gisements qui étaient jusque là exploités directement par les compagnies pétrolières sous la forme de concessions. S'ils contrôlaient alors une partie de la filière, celle, en amont, de l'exploration et de la production de pétrole, ils dépendaient pour la distribution et la transformation du brut, des compagnies

pétrolières. Ce n'est que parce que l'intérêt de ces trusts coïncidait avec celui des pays producteurs que ces derniers ont pu, en 1973, quadrupler le prix, jusque là dérisoire, du pétrole brut.

Mais aujourd'hui, les pays producteurs ont moins de pouvoir que jamais. Les compagnies pétrolières qui se fournissaient essentiellement, jusque dans les années 60, et directement par le biais de leurs concessions pétrolières, au Moyen-Orient, où les coûts d'exploitation sont inférieurs à 5 dollars le baril, ont diversifié leurs sources d'approvisionnement. Elles ont mis en exploitation des gisements qui nécessitent plus d'investissements technologiques comme les gisements off-shore de la mer du Nord, dans les pays industrialisés, et ont fait main basse dans les pays pauvres, en achetant leurs dirigeants, sur de nouveaux gisements, comme dans le Golfe de Guinée (Nigéria, Angola, Gabon, Congo, Cameroun...). Avec la dislocation de l'ex-URSS, elles ont maintenant accès aux immenses réserves de la mer Caspienne, qui donnent lieu à une foire d'empoigne dont l'objet est de s'assurer le contrôle de gisements, même si jusqu'à une date récente les prix de marché du pétrole étaient trop bas pour que les trusts jugent rentable leur mise en exploitation.

C'est ainsi qu'en 1999, l'OPEP n'a assuré que 33 % de la production mondiale du pétrole (Rapport du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, août 2000).

La dernière étape de la reprise de contrôle des sources d'approvisionnement par les compagnies pétrolières est en train de se dérouler avec l'ouverture aux capitaux étrangers et la privatisation des entreprises nationalisées par les vieux pays producteurs dans le courant des années 1970. C'est le cas, par exemple, de l'Algérie, du Brésil, de l'Iran et de l'Arabie saoudite qui a réintroduit dans la compagnie Aramco les 4 trusts américains qui en avaient été actionnaires jusqu'en 1979.

LE PILLAGE DES PEUPLES DES PAYS PAUVRES PAR LES MULTINATIONALES À TRAVERS L'ÉCHANGE INÉGAL CREUSE LES ÉCARTS

Il n'y a plus d'empires coloniaux, mais du colonialisme au pillage par le mécanisme de la dette, c'est toujours la même réalité : celle du pillage des peuples des pays pauvres pour les plus grands profits des actionnaires des groupes financiers de quelques pays riches, avec la complicité des classes dirigeantes du tiers-monde.

Ce pillage a lieu aussi par la simple logique de la supériorité technologique des grandes puissances.

A l'époque coloniale, toute l'économie des pays pauvres avait été organisée en fonction des besoins de l'industrie des pays riches. Les colonies n'étaient que les fournisseurs de matières premières et de main-d'œuvre bon marché pour les métropoles. Cette division internationale du travail est pour l'essentiel toujours la même, mais ses conséquences se sont aggravées... Les plans du FMI ont obligé les pays les plus pauvres à consacrer l'essentiel de leur production non à satisfaire les besoins de leur population mais à l'exportation, pour faire rentrer des devises afin de payer les intérêts de la dette !

Ainsi, encore aujourd'hui, les revenus de la majorité des pays pauvres dépendent pour plus de la moitié de l'exportation de quelques matières premières vers les pays développés. Thé, poivre, bananes, café, cacao, riz, arachide : des pays entiers dépendent entièrement de l'exportation de ces produits. Cette ultra spécialisation rend impossible tout réel développement économique des pays pauvres malgré leurs richesses naturelles.

De plus, du fait de la différence de productivité du travail entre pays riches et pays pauvres qui ne cesse de grandir, les pays du tiers-monde sont toujours perdants dans les échanges commerciaux. Pour une même quantité de travail contenu dans leurs exportations, les pays pauvres achètent des produits manufacturés qui correspondent à une quantité de travail de moins en moins grande dans les pays riches du fait des progrès technologiques. De 1948 à 1985, le terme de l'échange se serait ainsi dégradé de 45 % d'après la Banque Mondiale.

Ainsi, le commerce international est la base d'un échange inégal qui entraîne un transfert de richesses des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches.

Et la situation s'est tellement dégra-

dée que la part des pays pauvres ne cesse de diminuer dans les échanges internationaux, les rendant de plus en plus dépendants des pays riches. Si, de 1947 à 1992, les échanges internationaux de biens et de services ont été multipliés par 64, 70 % de ces échanges ont lieu entre les pays développés dont les 4/5 entre les 3 principales puissances, les USA, l'UE et le Japon. Seulement 27 % des échanges concernent le tiers-monde qui représente pourtant 85 % de la population mondiale.

Et il en est de même pour les investissements. 90 % des fusions-



acquisitions ont été réalisés dans les pays riches. Et le petit pourcentage qui reste pour les pays pauvres correspond au rachat des entreprises privatisées par les multinationales. Les investissements des multinationales en Afrique ne représentent que 1,2 % de l'ensemble de leurs investissements à l'étranger.

Ainsi, si l'impérialisme continue à réaliser des super-profits à travers l'échange inégal avec le tiers-monde, ces super-profits représentent une part de plus en plus faible des richesses produites dans le monde. Car en réalité l'écart s'est tellement creusé entre les

pays développés et le tiers-monde, qu'il y a aujourd'hui une différence énorme de la productivité qui correspond à l'énorme accumulation de richesses dans une poignée de pays riches sur la base du pillage et de la surexploitation du reste du monde.

Les organismes officiels comme la Banque Mondiale ne peuvent que reconnaître que, malgré tous leurs discours sur le développement, en 20 ans toutes les inégalités se sont profondément creusées. Les chiffres qu'ils donnent traduisent mal la catastrophe humaine qu'il y a derrière. Ainsi, l'écart entre pays pauvres et pays riches est passé de 1 à 38 en 1960, 1 à 52 en 1985 et 1 à 78 en 1994.

En 1999, les 225 personnes les plus riches du monde disposaient d'autant de richesses que les 2,5 milliards de plus pauvres. Les 3 hommes les plus riches du monde dépassent en richesse personnelle le PNB des 35 pays les plus pauvres et de leurs 600 millions d'habitants. Aujourd'hui, 3 milliards de personnes, soit la moitié de la population mondiale, vivent avec moins de 10 F par jour. 1,5 milliard d'êtres humains vit dans la pauvreté absolue, avec moins de 1 dollar par jour pour subsister.

Plus que jamais les pays les plus riches s'enrichissent tandis que les pays les plus pauvres s'appauvrissent. Mais dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les inégalités se creusent aussi. Car dans les pays les plus pauvres, une minorité de privilégiés a su se vendre pour se faire le relais complice des politiques imposées par le FMI, comme du dépeçage de pans entiers de l'économie de leurs pays. Ces nouveaux riches et leur clientèle constituent une minorité dans un océan de misère qui essaie de s'intégrer aux classes privilégiées des pays riches.

Le développement de ces nouveaux riches dans des pays en train de plonger dans la misère la plus noire est à l'image de la croissance qu'entraîne la mondialisation. C'est surtout la croissance des inégalités. Et finalement ce que Marx décrivait à la fin du siècle dernier pour quelques pays se déroule cette fois à l'échelle de toute la planète : l'accumulation de richesses à un pôle de la société et l'accumulation de misère à l'autre pôle.

LA PAUVRETÉ, COMPLÉMENT DU SALARIAT ET CONSÉQUENCE DU DÉVELOPPEMENT DES TECHNIQUES EN RÉGIME CAPITALISTE. LA FAMINE, LA PAUPÉRISATION ABSOLUE.

La domination des marchés qui devait s'accompagner de la prospérité généralisée à l'ensemble des peuples, selon la propagande des défenseurs du capitalisme, se traduit par un accroissement sans précédent des inégalités dans le monde, par le développement de la famine, de la pauvreté, des maladies, de l'analphabétisme, à l'échelle de l'ensemble de la planète.

Et surtout, fait nouveau, la pauvreté frappe de plein fouet une fraction du monde du travail des pays riches alors que chacun vante les mérites de la croissance ou la fin du chômage. La réalité est tout autre.

La lutte du capital pour l'appropriation croissante de plus-value, sa pénétration partout où il réussit à imposer les dérèglementations nécessaires et le démantèlement de ce qu'il reste de protections étatiques, accroît l'accumulation des richesses à un pôle de la société, celui de la minorité des pays riches, en même temps qu'elle crée un océan de misère sur le reste de la planète. La croissance se nourrit de la pauvreté.

Chacun le déplore, la Banque mondiale fait de son éradication le but de sa politique. Pure hypocrisie de propagande ! La propagation de la pauvreté ne résulte pas d'excès d'un capitalisme qu'il faudrait « ramener à la raison ». Elle est le résultat du système lui-même et aussi sa condamnation.

La pauvreté n'est malheureusement pas une nouveauté, mais il est insupportable de voir cette lèpre de la misère se propager au lieu de reculer.

C'est la conséquence logique de l'expansion de l'économie de marché qui exclut même de l'accès aux biens de première nécessité ceux qui ne peuvent acheter. Les économies locales sont ruinées. Tout doit être transformé en dollars, en francs, en yens ou en marks. Même la vie humaine. Rien ne peut échapper à l'emprise de la finance qui s'infiltré partout à la recherche de la moindre goutte de plus-value.

Le paiement aux créanciers des intérêts de la dette, 2000 milliards de dollars,

soit 30 fois le montant de la dette des années 70, saigne les populations et les travailleurs des pays pauvres.

Les plans du FMI, qui leur imposent l'ouverture des frontières aux capitaux privés occidentaux ainsi que la privatisation des services publics et du secteur industriel d'Etat, aboutissent à la destruction des économies locales, à la disparition des industries locales et de l'agriculture vivrière, au profit d'économies entièrement vouées à la sous-traitance pour les multinationales occidentales et tournées vers l'exportation. Dans ces conditions, le chômage, par lequel les capitalistes imposent une concurrence accrue entre les travailleurs et la baisse du coût du travail, est « mondialisé », « l'armée industrielle de réserve » étendue à l'échelle mondiale. La population des pays pauvres est réduite à n'être plus qu'un réservoir de main d'œuvre à bon marché, dont le revenu ne cesse de baisser. Dans nombre de pays du tiers monde étranglés par la dette et ruinés par les plans de la Banque mondiale, le revenu réel a baissé de plus de 60 % depuis le début des années 80. C'est le cas du Nigéria, où le salaire minimum a baissé de 85 % en quinze ans. La pauvreté généralisée contribue à l'effondrement des coûts de la main-d'œuvre à l'échelle planétaire.

Son corollaire est la progression de ce « génocide silencieux » que sont la famine et la mortalité infantile. Elles viennent de façon dramatique démontrer la validité de la thèse de Marx sur la paupérisation absolue, c'est-à-dire que l'expansion du capitalisme entraînait un recul non pas relatif à l'ensemble des richesses produites, mais absolu, des conditions de vie de larges fractions de la population.

Mais si les inégalités entre pays « riches » et « pauvres » ont atteint des sommets jamais égalés, la course aux profits du capital exerce ses ravages au sein des pays dits riches eux-mêmes où l'exclusion, la précarité et la misère explosent. Les sociologues découvrent une nouvelle catégorie sociale, les

« pauvres travaillant ». La croissance, la flambée des profits se nourrissant du recul des conditions d'existence et de la baisse de la part des richesses revenant au monde du travail. Le relèvement du taux de profit opéré dans le milieu des années 80 s'est réalisé au détriment des salariés, par le recours au chômage massif, à des attaques en règle contre le droit du travail et les protections sociales. Le maintien d'un taux massif de chômage oblige un nombre croissant de travailleurs à vivre des aides publiques : le nombre des bénéficiaires du RMI (de plus d'un million en 1996) et autres minima sociaux continue de s'accroître en France.

La fin du chômage est un mirage.

Ces transformations sociales révèlent sur une large échelle la nature réelle du capitalisme, du rapport d'exploitation qu'est le salariat. Le salariat suppose la pauvreté, c'est-à-dire l'existence d'une classe nombreuse qui n'a d'autre choix que de vendre sa force de travail, qui n'a d'autre choix que de se plier à la volonté des détenteurs du capital et ne peut échapper à l'exploitation sous peine de tomber dans la misère.

L'expansion capitaliste à l'échelle de toute la planète détruit la petite production dispersée, unifie les conditions d'existence, impose à tous mobilité, insécurité, précarité et sape ainsi les bases de ce qui fut la principale force de l'impérialisme, le point d'appui de son talon de fer : l'oppression coloniale des peuples soumis à l'esclavage et l'accumulation dans quelques pays riches de surprofits considérables. Grâce à ces surprofits, la bourgeoisie put et sut rendre une fraction de la classe ouvrière des métropoles impérialistes solidaire de sa politique contre les peuples coloniaux. La mondialisation sape les bases de ce point d'appui de l'impérialisme, la rapacité du capital se nourrissant de l'exploitation de l'ensemble des salariés et des peuples apparaissant aujourd'hui de façon claire aux yeux de tous y compris dans les pays riches.

LA TERRE, UNE MARCHANDISE VOLÉE ET PILLÉE, LA GLOBALISATION DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ, C'EST LA GLOBALISATION DU DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE

Dans le cadre de la mondialisation, l'exploitation de la paysannerie pauvre et le pillage des richesses de la terre se font à une échelle encore plus vaste qu'à l'époque impérialiste. Plus aucune région, pas même les grandes métropoles impérialistes, n'échappe aux ravages de l'exploitation productiviste de la terre, comme le révèlent les affaires de plus en plus graves et fréquentes de pollution et de dysfonctionnements alimentaires.

Les multinationales ont transformé leurs colonies, les continents d'Afrique, d'Amérique centrale et du Sud et d'Asie en fournisseurs de matières premières en grande quantité et à bas prix pour les grandes métropoles. Toujours à la recherche du profit maximum, dans leur course effrénée à la compétitivité, dans le contexte de crise des années 1980-90, elles y ont mécanisé les récoltes en supprimant des milliers d'emplois de salariés agricoles, en concentrant les terres dans les mains d'une poignée d'exploitants géants : en Argentine, par exemple, en 1988, 15 % des exploitants de plus de 1 000 hectares possédaient 75 % des terres ; entre 1994 et 1998, le nombre de pauvres s'y est accru pour atteindre 37 % de la population. Les multinationales ont été servies par les gouvernements qui, en concoquant des accords de libre-échange, ont fait baisser les droits de douane, et donc les prix des produits agricoles, et ruiné les plus pauvres des travailleurs de la terre. La culture intensive de coton ou

d'autres produits tropicaux qui ont supprimé presque partout les cultures vivrières, a ruiné les sols et contaminé les populations. Des pesticides employés dans ces plantations, dont le Némagon, interdit aux USA en 1979 pour sa toxicité et qui ne le fut que dans les années 80 dans les pays pauvres, y ont fait des milliers de victimes.

Les inégalités se sont tellement accrues dans le monde que les Etats en sont venus à subventionner les paysans dans les pays riches pour qu'ils limitent la production agricole. Mais les aides étatiques ne vont qu'aux plus nantis. En 1995, en France, 4 474 exploitations de plus de 200 hectares ont reçu 725 723 F en moyenne alors que 150 000 exploitations de moins de 10 hectares n'ont reçu que 9 704 F en moyenne ! Dans le même temps, dans les grandes métropoles aussi, la concentration de la terre s'est développée : l'Union européenne a perdu 6,1 millions d'actifs agricoles en 20 ans avec une moyenne actuelle de 200 000 actifs perdus par an ; l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne s'est traduite par la perte de 2 millions d'emplois agricoles, soit 4 sur 5.

Dans cette guerre à la production au moindre coût, les gains de productivité se sont partout accrus. Les multinationales ont tout fait pour accroître leurs profits, d'où la commercialisation de farines animales recyclant des carcasses d'animaux malades ou mélangées à des

liquides de fosses septiques, des produits contaminés faute de contrôle sanitaire... et la pression de ces multinationales, aidées par les gouvernements, s'est exercée pour faire taire la dénonciation des maladies et des morts dus à leurs produits.

La révolution scientifique, économique et technique des biotechnologies qui a éclaté à la faveur de la mondialisation, cet ensemble de procédés issu de la convergence de la révolution génétique et de l'électronique, et qui permet aux hommes de façonner la nature, de créer une faune et une flore bio-industrielles, a été approprié par ces mêmes multinationales. Les brevets leur donnant droit à être seules détentrices du patrimoine génétique d'un végétal ou d'un animal, se sont multipliés, consacrés par les accords de l'OMC. Attirées par les bénéfices colossaux qu'il est possible de faire dans le marché du génie génétique, 20 à 30 milliards de dollars aujourd'hui, 110 milliards prévus pour 2005, les multinationales Monsanto, Novartis, Pioneer-DuPont de Nemours, 15 grandes firmes dans le monde en tout, s'y sont précipitées.

La globalisation de l'économie de marché aboutit à une telle globalisation des ravages écologiques que ce sont aujourd'hui les grands équilibres biologiques qui sont menacés, trous de la couche d'ozone, déséquilibres climatiques...

* * * * *

LA RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ACCÉLÈRE ET AMPLIFIE LES PROCESSUS EN COURS, ACCROÎT LES CONTRADICTIONS ET LES TENSIONS, PRÉPARE LA RUPTURE

L'économie mondiale est engagée dans une troisième révolution industrielle, au sens où l'introduction d'une technologie nouvelle, celle de l'électronique et de l'informatique, révolutionne l'organisation de la production des

échanges et des conditions de travail. La généralisation de son emploi permet un gain de productivité considérable, une économie du temps de travail pour un coût énergétique minime. C'est bien là son caractère révolutionnaire.

Les deux premières révolutions industrielles étaient des révolutions énergétiques, d'abord la machine à vapeur puis les moteurs électriques et à explosion. En décuplant la force de l'homme, de l'animal ou du moulin à eau, en améliorant la

transmission de l'énergie, elles avaient permis d'augmenter la production en multipliant la puissance et le nombre de machines mises en œuvre, et de transformer les rapports sociaux.

La nouvelle révolution technologique, reposant sur la transmission de données par l'informatique et les télécommunications, permet d'augmenter les capacités de production en utilisant celles-ci au mieux, avec le moins de gaspillage possible pour améliorer la productivité. Elle permet de diminuer les coûts de production en diminuant le travail humain. Enfant d'une meilleure connaissance scientifique des propriétés de la matière, elle aboutira à une réorganisation de la production et des échanges, associée à une économie d'énergie.

Les premières applications larges de l'informatique à la vie économique concernaient la gestion, la comptabilité. Puis, la puissance des nouveaux calculateurs, alliée à la rapidité de transmission des données par Internet a permis par exemple une gestion affinée au niveau de certains grossistes qui ont pu avoir accès à l'état des stocks et donc aux besoins de réapprovisionnement de chacun de leurs points de vente, en reliant les caisses enregistreuses à un ordinateur central. Ces possibilités nouvelles ont abouti en même temps à une réorganisation de certains trusts, comme Benetton, qui ne conserve qu'un centre névralgique (bureaux d'études, de conception et surtout gestion financière) qui transmet par Internet ordres et plans à 450 entreprises sous-traitantes en Asie qui renvoient ensuite la production pour être vendue dans 4 500 magasins.

Aujourd'hui, c'est le boom de l'informatique industrielle, appliquée aux secteurs de la production les plus lourds. La réalisation du lien entre l'ordre informatique et l'exécution mécanique a rendu

possible une programmation souple et adaptée de la production, qui peut changer rapidement en changeant les programmes informatiques et coller au plus près des besoins.

La révolution en cours, ce n'est pas celle des start'up et de l'agitation financière autour des petites entreprises de la nouvelle économie (concepteurs de logiciels ou de sites Internet). C'est bien celle de l'application des nouvelles technologies dans les principaux trusts industriels, ceux qui ont la réelle direction de l'économie mondiale.

La bourgeoisie n'a commencé à mettre en œuvre les nouvelles technologies qu'à partir du moment où elle avait rétabli la bonne santé des profits et uniquement dans la mesure où elles pouvaient participer à sa politique de réduction des coûts par des économies



de temps de travail et d'énergie.

Aujourd'hui, alors que la bourgeoisie bénéficie d'un rapport de forces qui lui est entièrement favorable, les fabuleux profits dégagés seront, pour une part, investis dans la production pour y généraliser l'emploi des nouvelles technologies. Et cela, que les concentrations en cours à coup de fusions, OPA et autres opérations financières soient accélérées ou non par un krach.

Ces progrès appliqués à la production de masse révolutionnent les condi-

tions de travail et l'organisation sociale. Ils savent les bases mêmes de l'exploitation capitaliste fondée sur l'exploitation du travail humain dans le cadre du salariat. La robotisation d'un très grand nombre de postes de travail ne peut se faire que sous les effets de la concurrence et de la course au profit, que si, en mal d'investissements, les capitalistes n'ont pas d'autre issue. Mais ce faisant, ils savent eux-mêmes à la base le rapport d'exploitation sur lequel repose la société. Le profit ne se réalise pas sur les machines, mais sur l'exploitation du travail humain.

Les nouveaux investissements productifs, un accroissement du capital fixe, préparent une nouvelle chute du taux de profit, une nouvelle crise.

Le capitalisme arrive au bout de l'accomplissement de sa tâche historique, libérer l'homme du travail productif pour libérer du temps libre. Il doit céder la place car son organisation sociale fondée sur le salariat est en contradiction avec son œuvre révolutionnaire. Le rapport d'exploitation qui vise à voler le travail vivant ne peut se perpétuer. Il correspondait historiquement à un certain degré de productivité que les progrès actuels dépassent.

La révolution informatique en libérant de plus en plus de temps libre condamne le rapport d'exploitation qu'est le salariat à disparaître pour créer les conditions d'une émancipation humaine qui ne soit pas que politique mais aussi et surtout sociale. Cette disparition est une nécessité pour que l'humanité puisse bénéficier de la libération que représentent les progrès techniques, sinon ces progrès auront pour conséquence de nouveaux drames humains.

* * * * *

FMI, BANQUE MONDIALE : LES INSTRUMENTS POUR RÉGULER LA LIBRE CONCURRENCE MONDIALISÉE AU BÉNÉFICE DU PLUS FORT

Face à l'anarchie des marchés financiers à l'échelle de la planète, un certain nombre d'économistes et autres défenseurs du « capitalisme régulé » expliquent qu'il serait nécessaire aujourd'hui que des organismes internationaux, comme le FMI ou la Banque mondiale, aient les moyens d'intervenir pour harmoniser un tant soit peu le système capitaliste. Mais des institutions internationales, même indépendantes des Etats-Unis, peuvent-elles réguler un système aveugle qui, jusqu'ici, n'a connu que la « régulation » brutale par les crises ?

Le FMI, comme la Banque mondiale, sont nés à la conférence de Bretton Woods en 1944. Loin du mythe de l'entente internationale pour harmoniser le système capitaliste, cette conférence consacrait en fait la domination des Etats-Unis vis-à-vis des autres puissances impérialistes. Il fallait imposer un ordre monétaire pour l'après-guerre qui puisse permettre à l'économie améri-

caine de continuer à écouler ses marchandises et aux capitaux américains de s'investir partout dans le monde.

En premier lieu, il fallait stabiliser le système monétaire. Dans les pays ruinés par la guerre, les monnaies étaient toutes dépréciées. Les Etats-Unis, avec les 3/4 du stock d'or mondial dans leurs caisses, imposèrent un nouveau système monétaire avec le dollar en monnaie-étalon et seul convertible en or.

Durant la crise des années 30, les manipulations monétaires avaient été l'arme des Etats pour défendre les intérêts de leur bourgeoisie : dévaluations pour doper les exportations, politiques de la planche à billet et mesures protectionnistes avaient conduit à une forte régression des échanges internationaux qui baissèrent entre 1929 et 1932 de 25 % en volume et de 60 % en valeur. Ces déséquilibres ouvraient la marche à la guerre.

Pour « réguler » cette anarchie du

système monétaire, Bretton Woods mit en place le Fonds monétaire international (FMI). Sorte de banque des Etats, dirigée par les Etats-Unis, ce fonds ouvrait des crédits sous certaines conditions aux Etats en difficulté qui en feraient la demande. En échange, ils s'engageaient à défendre la parité de leur monnaie, c'est-à-dire à ne pas pratiquer de dévaluations sauvages ou de politiques protectionnistes.

C'est sur la base de ce système monétaire qu'a pu redémarrer l'expansion capitaliste après la guerre par une intervention massive des Etats, et en premier lieu des Etats-Unis qui ont émis des dollars partout dans le monde pour maintenir un marché solvable. Ils profitaient ainsi du privilège de pouvoir payer leurs dettes avec une monnaie de leur propre fabrication. Mais cette expansion à crédit, à une échelle jamais atteinte jusque-là, préparait la prochaine crise du système capitaliste.

La fin de l'expansion capitaliste et la crise des années 70 : le FMI devient l'huissier des banques occidentales

Tant que la confiance dans le dollar existait, le système pouvait fonctionner. Mais dès le milieu des années 60, le taux de croissance de l'économie a commencé à baisser. Maintenir les équilibres, entre la production et le marché solvable ou entre les différents secteurs de production, est impossible dans ce système capitaliste aveugle qui ne produit que pour satisfaire la soif de profits d'une infime minorité, sans aucun plan d'ensemble.

Du coup, la « confiance » dans le dollar qui soutenait tout l'édifice fut, elle aussi, entamée. Tant que cette confiance existait, les dollars s'accumulaient partout dans le monde, sans être jetés sur le marché monétaire. Mais en 1971, suite à l'inflation américaine grandissante due au fait que les Etats-Unis s'embourbaient dans la guerre du Vietnam, le mécanisme s'inverse : les dollars inondent le marché, bien plus que la demande, c'est l'effondrement et la fin de la convertibilité du

dollar en or.

Le FMI qui devait veiller aux taux de change est impuissant. Grâce précisément aux règles de Bretton Woods, levant tout obstacle devant la libre circulation des capitaux, rien ne peut empêcher les grandes banques, les trusts, de transférer leurs comptes en dollars vers d'autres en yens ou en marks, rien que par un simple coup de téléphone. A partir de cette date, les monnaies ont largué toute amarre, flottant les unes par rapport aux autres, en fonction des spéculations sur les marchés monétaires.

La production stagnant, les banques comme les grands groupes financiers ont cherché d'autres endroits pour réinvestir leurs capitaux. Ils se transforment en usuriers, prêtant aux Etats à des taux de 15 %. Dans les pays pauvres, cet endettement a les conséquences les plus catastrophiques. Ceux-ci se retrouvent

complètement étranglés par leur dette qui dépasse le plus souvent des dizaines de fois leurs revenus. Ces prêts aux intérêts exorbitants ont déjà été plusieurs fois remboursés. Loin de les aider, ils ne servent qu'à drainer vers les banques des pays riches les richesses des pays pauvres en les plongeant dans l'engrenage du sous-développement.

Le FMI devient alors l'huissier des banques occidentales et impose des plans draconiens aux pays qui ne peuvent plus payer. Il les oblige à pressurer toujours davantage leurs populations pour continuer à payer les intérêts de la dette. Les plans de restructuration plongent les peuples dans une misère effroyable. Loin de permettre une relance de l'économie, ces expédients préparent de nouveaux krachs. Ainsi, le Mexique se déclare, en 1982, dans l'incapacité de payer et entraîne la faillite de la troisième banque américaine.

Le FMI défenseur de la « liberté » de piller les peuples

A partir des années 80, c'est le début de l'explosion boursière. Sur la base de la reprise des profits des entreprises, due aux plans sociaux et aux attaques contre les travailleurs, les capitaux viennent s'investir sur les places boursières du monde entier. En à peine une dizaine d'années, toutes les réglementations tombent pour permettre de créer un vaste marché financier unifié dans lequel les capitaux peuvent donner libre cours à leur soif de profit.

Le FMI sera l'instrument de cette libéralisation vis-à-vis des pays du tiers-monde ou de l'Europe de l'Est après la chute du Mur. C'est la vague des « ajustements structurels » : en bon usurier, il n'hésite pas à se livrer au chantage, laissant miroiter des possibilités d'allègement des dettes des pays pauvres à condition que ceux-ci « intègrent le système économique global », en clair

n'opposent aucune barrière à la mainmise des capitaux américains ou européens. Ces ajustements se traduisent par le désengagement des Etats, les suppressions des subventions aux produits de première nécessité, le démantèlement des industries des pays pauvres et la libéralisation de tous les marchés.

Avec les crises financières d'Asie en 1997, le FMI amplifie la même fuite en avant des marchés financiers. En échange de plans de sauvetage, il impose aux pays d'Asie le droit pour les grandes puissances de continuer à piller ceux qu'elles ont ruiné. Les protections que ces Etats avaient mises en place pour limiter l'emprise des pays impérialistes, tombent les unes après les autres.

L'Indonésie avait limité la participation des capitaux étrangers aux banques indonésiennes à 49 %, désormais, ce sont 100 % qu'ils peuvent accaparer.

Le gouvernement coréen met en vente 11 des 26 entreprises d'Etat, qui représentent les deux tiers de la production et des effectifs du secteur public. Les capitalistes européens se précipitent à la curée : les financiers américains - 33,6 % des investissements internationaux en Asie - et européens - 32,6 % - s'y taillent la part du lion.

Les crises asiatique et russe ont été provoquées par l'arme de l'asphyxie financière pour plier ces pays aux conditions des Etats Unis.

Mais, en contribuant à développer le marché financier mondial, le FMI se retrouve aujourd'hui devant une contradiction encore plus grande. Il est en train de perdre la maîtrise du jeu. De crises boursières en crises financières, il devient incapable d'enrayer la folle fuite en avant de ce système.

Le seul « régulateur » de ce système, la crise

Le FMI, comme la Banque mondiale, ont été les instruments de l'évolution du capitalisme ces dernières années. Artisans de l'ouverture des frontières aux capitaux américains et européens, ils ont contribué à renforcer les déséquilibres. Dans un récent rapport, le FMI explique que malgré la progression de 4 % du PIB mondial, plus de 1,2 milliard de personnes vivent avec moins de 1 dollar par jour. Et dans de nombreux pays, le revenu par tête a tout simplement régressé au cours des vingt-cinq dernières années. « Résultat, la planète entre dans le XXI^{ème} siècle avec les écarts les plus importants jamais enregistrés entre riches et pauvres ». Quant à l'endettement des pays riches, il est passé de 90

milliards de dollars au début des années 70 à près de 2 000 milliards en 1998.

Tout cela prépare les prochaines crises, ou plutôt, le mode de fonctionnement du capital devient le krach permanent.

Mais cette anarchie des marchés financiers ne vient pas d'une perversion du capitalisme qui pourrait se « moraliser » ou se « réguler ». Elle vient de la contradiction même du capitalisme : l'appropriation du travail social de millions d'hommes par une infime minorité, dont le seul problème est l'accroissement de son taux de profit.

Tant que la production tourne, elle alimente en profits le casino boursier où

les capitalistes se partagent la plus-value. Dès que la production ralentit par manque de débouchés, la méfiance s'installe, les capitaux s'affolent, veulent empêcher leur bénéfices, cherchent de nouveaux investissements. C'est ainsi que la crise financière est l'expression d'une crise plus profonde de production.

Aucun organisme international ne pourrait avoir l'autorité d'imposer aux trusts, aux banques, un fonctionnement cohérent du point de vue de la société. Le seul mode de régulation que ce système connaît est celui des crises brutales, que les capitalistes font payer cher aux peuples et aux travailleurs.

* * * * *

LA MONDIALISATION RENFORCE L'ETAT AMÉRICAIN, DÉSTABILISE LES ETATS DES VIEILLES PUISSANCES IMPÉRIALISTES ET DÉSORGANISE LES ETATS DES PEUPLES OPPRIMÉS POUR MIEUX SE LES SOUMETTRE : TENSIONS INTERNATIONALES ET MENACES DE GUERRE

La mondialisation nous est vantée par les dirigeants des grandes puissances, relayés par les journalistes admiratifs, comme ouvrant une nouvelle période de paix, de démocratie pour l'humanité. Les sommets entre chefs d'Etats qui se multiplient auraient pour objectif de régler les problèmes internationaux par la coopération. L'Europe serait celle

des droits sociaux et des peuples. Clinton ne déclarait-il pas, en mars 99, au moment de l'intervention militaire en Serbie et au Kosovo : « *en cette fin du XXème siècle, après deux guerres mondiales et une Guerre froide, nous et nos alliés avons une chance de laisser à nos enfants une Europe libre, pacifique et stable* ».

Ces mensonges visent à camoufler les véritables rapports de forces imposés par les puissances occidentales et tout particulièrement, la plus forte d'entre elles, les Etats-Unis, contre les peuples et à idéaliser les rapports de brigands que sont les relations entre grandes puissances.

Le capitalisme, c'est la guerre économique...

Loin d'atténuer les contradictions du système comme les apologistes de la mondialisation le prétendent, celle-ci au contraire les porte à un degré jamais atteint. La concurrence que se font les multinationales pour s'accaparer les marchés pour maintenir, voire accroître, le taux de profit, se fait à l'échelle de toute la planète par les armes de la guerre économique. Comme par le passé, le capitalisme dans sa fuite en avant pour assouvir sa soif de profits obéit à une logique inhérente à son mode de fonctionnement qui a débouché par deux fois, dans le passé, sur des guerres mondiales. Cette même logique ne peut qu'aboutir à de nouvelles crises, de nouvelles menaces de guerres.

Aujourd'hui, la guerre économique entre les trois grandes puissances que sont les USA, le Japon et l'Europe, se mène « pacifiquement ». Mais cette longue période de « paix » qu'aurait ouverte la chute du Mur de Berlin, a déjà pris le visage barbare de la vraie guerre.

Lorsque la guerre économique « pacifique » pour imposer sa domination, ou son hégémonie sur les peuples est remise en cause, c'est les armes à la

main que l'impérialisme les impose, comme lors de la guerre du Golfe et de la guerre contre l'ex-Yougoslavie.

Aujourd'hui, la suprématie des Etats-Unis est telle qu'aucun Etat n'est capable de lui contester son leadership. L'hégémonie américaine lui assure une domination sans partage sur les puissances impérialistes comme sur les peuples. Puissance incontestée, les Etats-Unis plient les rapports internationaux à leurs seules visées expansionnistes. La fin de l'ex-URSS ouvre une phase d'instabilité dans les relations entre les pays impérialistes et les peuples, conséquence de l'instabilité économique due à la mondialisation. Elle enlève aussi au militarisme impérialiste ses justifications idéologiques.

La puissance de l'Etat américain contraint l'ensemble des pays, les vieux impérialismes comme les pays européens, ou plus jeunes comme le Japon, comme ceux des anciennes colonies, issus de la décolonisation, à réorganiser leurs relations pour que leurs classes dirigeantes puissent continuer à prélever leur part du pillage des richesses produites.

Les bourgeoisies européennes ont été contraintes de se regrouper dans le cadre de l'Union européenne. Ces vieilles bourgeoisies rivales, arc-boutées jusqu'ici sur leurs prérogatives nationales, doivent faire front ensemble pour ne pas être distancées par les Etats-Unis. Après 40 ans de marchandage et de comptes d'épiciers, d'avancées et de reculs, la construction de l'Europe s'est accélérée avec la constitution d'un marché unique européen et, en 99, avec la création de l'euro pour tenter de stabiliser leurs relations commerciales en les mettant à l'abri de la spéculation sur les différentes monnaies nationales. Mais si la concurrence s'exacerbe, les trusts européens auront besoin pour rivaliser sur le marché mondial avec les trusts américains d'un réel Etat unique. Sinon, l'Europe, malgré les rodomontades de ses dirigeants, n'aura d'autre choix que de se soumettre à la volonté américaine, que d'être ses meilleurs alliés, soumise à sa politique jusque dans les guerres comme on l'a vu récemment. Mais, à l'opposé, leur volonté de résistance n'aura rien de démocratique.

De la guerre économique à la guerre tout court...

Les Etats européens, produits du long développement de la bourgeoisie, ont toujours défendu l'ordre mondial. Les Etats-Unis, assurés qu'ils sont de leur dépendance et de leur servilité à servir les intérêts impérialistes, les font partici-

per de plus en plus au rôle de gendarme des peuples, parce qu'ils ne peuvent, seuls, faire la police sur tous les continents.

Ils sont jusqu'à présent solidaires contre les Etats des pays pauvres. Là, la

manière forte est employée chaque fois qu'un Etat tente de remettre un tant soit peu en cause le talon de fer que lui imposent les trusts. De la guerre contre les peuples luttant pour leur indépendance aux lendemains de la Deuxième

guerre mondiale, à l'intervention militaire directe à l'époque de la mondialisation, c'est toujours la politique « de la canonnière » qui prime. La diplomatie du dollar est inséparable de la politique du « gros bâton ».

Le fragile équilibre issu du rapport des forces à la fin de la Deuxième guerre

mondiale est bouleversé et l'instabilité régnante impose un recul considérable dans leurs conditions de vie et de sécurité, aux populations. Cette période d'instabilité dans les relations internationales, dramatique pour les peuples, s'est traduite dans des guerres qui, pour les seules années 1990-1995, ont pro-

voqué 5,5 millions de morts, la plupart civils (*Capitalisme et barbarie* – extrait du *Livre noir du capitalisme*, édition Le Temps des Cerises). La propagande selon laquelle la libéralisation de l'économie apporterait paix et sécurité, est démentie par les faits.

De la guerre du Golfe à celle contre l'ex-Yougoslavie

« *Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale* » écrivait Lénine en 1916.

De la guerre du Golfe contre l'Irak de Saddam Hussein, démarrée en 1990 et qui continue avec des frappes aériennes incessantes des Etats-Unis et de l'Angleterre contre la population civile et un embargo, responsables de la mort de centaines de milliers de personnes, à la guerre contre l'ex-Yougoslavie en 1999, s'ajoutant aux sanctions économiques, qui ont détruit un pays et donné un sursis au dictateur Milosevic, la politique internationale repose plus que jamais sur la violence contre les peuples. En Irak, les puissances occidentales défendaient les intérêts de leurs trusts pétroliers, en Ser-

bie et au Kosovo, elles n'avaient pas d'intérêt économique immédiat à défendre mais elles sont intervenues pour imposer par la violence leur ordre contre les populations et la première d'entre elles, pour imposer son influence politique à l'Europe. Les déclarations d'un Jospin -parmi d'autres- célébrant « *un combat pour la civilisation* » dans les bombardements de l'Otan, révèlent ce qu'est « leur » civilisation, celle qui consiste à mettre à genoux les peuples.

La guerre contre l'ex-Yougoslavie s'inscrit dans un tournant dans la politique de l'impérialisme américain et des impérialismes européens ; la mondialisation économique implique désormais le règlement des problèmes par une stratégie militaire globale et un engagement direct de l'Europe qui, sous l'égide des Etats-Unis, est amenée à se doter d'une force militaire unifiée, capable, si besoin, d'agir sans avoir re-

cours aux Etats-Unis. Les dirigeants de la bourgeoisie américaine sont conscients que leur Etat serait incapable de faire face sur plusieurs fronts à la fois, alors que la crise exacerbe les tensions sociales et internationales et ne peut que multiplier les foyers de guerres locales ou de révoltes populaires qu'il faudra briser. L'Europe de l'Est et l'ancienne Asie soviétique sont devenues des régions très instables du fait de la disparition de l'ex-URSS qui maintenait l'ordre dans sa zone d'influence.

L'avenir réservé aux peuples par l'impérialisme, s'ils ne parviennent pas à remettre en cause l'ordre social, c'est la situation qui est faite aux populations de Bosnie, d'Albanie et du Kosovo : des protectorats avec une armée et une police d'occupation qui sont le principal obstacle à tout droit démocratique pour les masses pauvres et qui défendent les intérêts des trusts occidentaux sous couvert de « Reconstruction ».

La poudrière des peuples opprimés

Aujourd'hui, dans le monde, les foyers de crise, de conflits, de révolutions, se multiplient comme jamais. L'impérialisme repose sur une immense poudrière formée par les peuples opprimés. Dans bien des pays, les régimes dictatoriaux sont tenus à bout de bras par les « conseillers » militaires et les dollars américains ; ils ont à faire face à la ré-

volte sociale des pauvres, en Palestine, en Afrique du Sud, au Chiapas, révoltes de la faim dans certains pays, grèves comme dernièrement en Corée, insurrection populaire récemment en Albanie. Tous ces foyers de tensions deviennent un véritable phénomène mondial comme si les conditions de la révolution sociale étaient en train de mûrir à

l'échelle mondiale. L'impérialisme peut encore circonscrire les révoltes des peuples opprimés et aider les dictatures locales à se maintenir en place, comme par le passé. Mais si ces foyers de crises sociales se multipliaient, c'est toute la situation mondiale qui serait menacée d'une possible évolution vers une déflation internationale.

Une nouvelle guerre mondiale est-elle possible ?

Aujourd'hui, la supériorité écrasante des Etats-Unis en tant que puissance économique et militaire, ne permet pas d'envisager pour l'instant une évolution vers une généralisation à partir de conflits locaux. Est-ce à dire que tout danger est écarté ? Sûrement pas. Si la crise s'ag-

gravait brutalement, réduisant considérablement les débouchés du Japon ou de l'Europe, la lutte inter-impérialiste pourrait déboucher sur une lutte à mort entre les bourgeoisies acculées à défendre les intérêts de leurs trusts rivaux. On pourrait assister alors à une remise

en cause de la domination de l'impérialisme américain. Comment pourrait-on en arriver là ? Il ne s'agit pas de faire des pronostics ou des scénarios. Mais la récente guerre en Yougoslavie illustre l'idée de la manière dont un conflit local peut devenir le lieu d'affrontement entre

grandes puissances. A partir d'une guerre « locale » des impérialistes, la France et l'Allemagne en l'occurrence, peuvent se retrouver à soutenir des camps opposés comme en Serbie et en Croatie en fonction de leurs intérêts opposés et à étendre leurs différends à une échelle bien plus large. Il n'y a pas d'automatisme, mais une évolution possible qu'implique la lutte pour maintenir la domination d'un système en faillite, dépassé, qui est un frein à une réorganisation au service des peuples et des salariés.

La fin de la Guerre froide, la chute du Mur de Berlin et la disparition de l'ex-URSS n'ont pas ouvert une ère pacifique, bien au contraire, à l'opposé de ce que proclamaient les dirigeants occidentaux. La situation de paix armée dans laquelle l'impérialisme maintient les peuples opprimés est de la seule responsabilité du capitalisme. Ces mensonges de la Guerre froide ne servaient qu'à justifier les énormes budgets militaires qui drainaient l'argent public au détriment des services publics, et des

conditions de vie des salariés. Les puissances impérialistes, si elles ont réduit leurs armements dans les années 80, les ont, depuis, augmentés à nouveau, véritable manne pour les trusts de l'armement : de 1997 à 2000, le budget militaire américain a été de 260 milliards de dollars, comparable à celui des années de Guerre froide avant 1980, et en 2002, il devrait atteindre 288 milliards de dollars.

La lutte contre l'hégémonie américaine

La domination sans partage des Etats-Unis et la violence des rapports qu'ils imposent, suscitent chez les masses pauvres un sentiment anti-américain légitime qui repose sur la haine démocratique des rapports d'oppression. Ce sentiment, s'il ne s'inscrit pas dans la contestation consciente de la domination de la bourgeoisie et des rapports de propriété, peut être dévoyé par les nationalistes, souvent intégristes, qui sont prêts à se servir de la révolte des pauvres pour imposer leur pouvoir moyenâgeux et réactionnaire à travers la force d'un Etat

religieux et autoritaire.

Parmi les intellectuels, la plupart de gauche, l'hégémonie américaine est critiquée du point de vue d'une référence au « droit international » représenté par des organisations comme les Nations Unies ou la Cour internationale de La Haye. Pendant la guerre contre la Serbie et le Kosovo, certains journalistes du *Monde diplomatique* s'indignaient de ce que l'OTAN soit intervenue sans l'autorisation de l'ONU, comme le prévoit un article de la Charte des Nations Unies, bien obligés de constater que les

pays européens eux-mêmes n'avaient pas protesté à la violation des règles internationales.

C'est que, comme par le passé, la domination des pays riches s'exerce sans aucun droit légitime si ce n'est le seul qu'ils connaissent : le droit du plus fort. Ce n'est que par la violence que l'oppression d'une poignée de multinationales peut s'exercer contre l'immense majorité de l'humanité. Loin d'amener paix et démocratie, la mondialisation entraîne les peuples et les opprimés dans le cycle infernal de la violence.

* * * * *

FAUX ÉCHEC DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE, VRAIE FAILLITE DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Les défenseurs du capitalisme affirment que la restauration de la propriété privée dans l'ex-URSS est l'illustration de la supériorité de l'économie de marché sur l'économie planifiée. Selon eux, c'est le meilleur système qui s'imposerait face à une économie qui s'est effondrée parce qu'elle ne serait pas viable.

Ils veulent faire croire que les systèmes économiques s'imposeraient ainsi par la seule force de la « rationalité » de leur organisation. S'il est vrai qu'une nouvelle organisation sociale ne peut s'imposer à l'échelle de toute la planète que si elle démontre sa supériorité économique sur le terrain de la productivité du travail, il n'en ressort pas pour autant que l'économie de marché a triomphé de l'économie planifiée parce qu'elle est

une organisation plus rationnelle et plus efficace de la vie économique.

L'introduction de la propriété privée en Russie est le résultat du recul de la classe ouvrière à l'échelle mondiale face à l'offensive capitaliste pour restaurer le taux de profit, ce que l'on a baptisé « révolution libérale ». C'est la lutte de classes qui décide du sort d'un régime économique, pas le triomphe d'une « raison économique » qui s'imposerait en tombant du ciel.

D'autant que l'exemple tant cité par la propagande libérale démontre en fait exactement le contraire de ce qu'elle nous assène.

Car quels ont été les résultats de l'introduction de la propriété privée en Russie ? Les tenants du capitalisme ont fait miroiter à la population la démocra-

tie et la prospérité : elle n'a eu que la misère, la dictature des clans mafieux qui pillent le pays, un pouvoir corrompu qui étouffe toute liberté d'expression et mène des guerres d'oppression des peuples, comme en Tchétchénie.

Cette dégradation de l'économie et de la situation sociale russes montre par la négative que l'économie planifiée avait permis un développement sans précédent de ce pays après la révolution d'Octobre 17.

Ceux qui parlent du triomphe de l'économie de marché sur l'économie planifiée identifient pour les besoins de leur propagande le régime économique étouffé par le stalinisme et l'économie planifiée.

Cela n'a rien à voir ! L'économie planifiée, c'est-à-dire le contrôle de l'écono-

mie par les travailleurs, n'était possible qu'à deux conditions : que la révolution russe puisse s'étendre à d'autres pays et que les travailleurs et la population soviétiques jouissent sur le plan politique et social d'une entière liberté de déterminer leurs choix.

Ces conditions n'ont pu être réunies et c'est la lutte de classes qui en a décidé : la réaction bourgeoise, avec l'aide active de la social-démocratie, a écrasé la vague révolutionnaire et la bureaucratie stalinienne, qui a été l'expression en URSS de ce recul de la classe ouvrière, a étouffé et combattu toutes les conquêtes de la période révolutionnaire.

Mais malgré cela, le contraste entre les deux formes d'économie et la façon dont le rapport des forces entre les classes leur a permis de se développer, est frappant.

Née dans les conditions les plus défavorables, étouffée dans ses frontières, dénaturée par la dictature stalinienne, la

planification de l'économie avait malgré tout permis à l'URSS de devenir un pays développé et la deuxième puissance mondiale, laissant entrevoir les énormes potentialités de son application sur l'ensemble de la planète.

Jouissant dans l'ensemble du monde de tous les pouvoirs, libre de tout obstacle à son développement, le libéralisme impérialiste est incapable de résoudre les problèmes vitaux de l'humanité, incapable de garantir à l'ensemble des hommes la satisfaction de leurs droits essentiels à s'alimenter, à se loger à travailler, à se cultiver.

Un tel système qui a eu toutes les possibilités de se développer et qui obtient de tels résultats est un système en faillite. Et toute la force de la propagande pour en masquer les résultats, la propagande anticommuniste destinée à briser l'espoir dans une alternative à ce système failli, sont battus en brèche par la réalité : un système qui contraint un

milliard trois cent millions d'hommes à vivre avec moins d'un dollar par jour ne peut représenter le moindre avenir pour l'humanité.

Face à cette faillite, les travailleurs et les peuples n'ont d'autre choix que de prendre le contrôle de la société et de l'économie en se donnant les moyens de construire une économie qui permette de répondre aux besoins de tous, c'est-à-dire une économie démocratiquement planifiée. Mais cela ne s'imposera pas plus par la force des choses que l'économie de marché : cela passera par des affrontements politiques et sociaux entre les travailleurs, les peuples et les capitalistes, les financiers et les Etats qui les servent. La victoire de l'économie planifiée sera l'aboutissement de cette victoire des travailleurs, comme l'instauration de la propriété privée en URSS a sanctionné leur défaite provisoire.

* * * * *

LE NOUVEAU DÉVELOPPEMENT DE L'IMPÉRIALISME CRÉE LES BASES DE LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE LA SOCIÉTÉ

Le déferlement du libéralisme impérialiste sur toute la planète, la constitution des immenses empires multinationaux résultant de la fusion de grands trusts, l'énorme quantité de capitaux dont disposent les multinationales de la finance, donnent l'impression que ce régime est tellement puissant, qu'il dispose de tels moyens, qu'il est impossible de le mettre à bas.

Et pourtant le libéralisme impérialiste a porté à leur paroxysme les contradictions du système capitaliste, qui balayeront les illusions suscitées par la croissance. « *Les périodes de croissances*

longues ont toujours suscité le sentiment que s'ouvrirait une ère infinie de prospérité auto-entretenu. Ce fut le cas dans les années vingt et dans les années soixante. Historiquement cet optimisme s'est toujours révélé infondé. Aujourd'hui, la nouvelle révolution technologique est aussi à l'origine d'une vague d'optimisme. Il est indéniable que les nouvelles technologies participent à l'expansion de l'économie mondiale et en modifient son fonctionnement. Il est cependant plus discutable qu'elles puissent abolir les cycles économiques. Certains déséquilibres

*font toujours peser des menaces sérieuses sur les perspectives de court terme et 'l'ère nouvelle' ne semble pas armée pour résoudre toutes les 'anciennes difficultés' » écrit Stéphane Déès dans *L'économie mondiale 2001* (Ed. La découverte). Ces anciennes difficultés risquent même de resurgir brutalement, avec des conséquences encore plus dramatiques que par le passé. Mais elles créent aussi les possibilités et les conditions d'une issue, celle d'une transformation sociale radicale pour en finir avec la propriété privée.*

La classe ouvrière internationale est plus forte que jamais

« *La classe ouvrière n'existe plus dans les pays riches. Les grandes concentrations industrielles ont disparu, la classe ouvrière est atomisée par le chômage et la précarité* », c'est le refrain seriné par les tenants du système libéral qui voudraient avoir les fruits de l'exploitation et se débarrasser de la crainte

des opprimés. Quelle aubaine ce serait pour eux si la phrase de Marx dans le Manifeste, « *la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort, elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires* » était caduque.

Aujourd'hui, la classe ouvrière est plus nombreuse et plus puissante que jamais à l'échelle de la planète. Dans les pays riches, elle continue à faire fonctionner les centres névralgiques du système économique : les grèves de routiers, celle des cheminots ont récemment montré qu'elle avait la possibilité de paraly-

ser l'activité économique. Et si la part de la classe ouvrière industrielle dans la population active a diminué, le développement de services a considérablement renforcé le nombre de salariés qui constituent aujourd'hui l'écrasante majorité de ceux qui travaillent et qui ont conscience d'appartenir à un même camp social. Les divisions créées par la multiplication de la sous-traitance, de l'intérim, qui font coexister dans les mêmes entreprises des catégories différentes de salariés, ont évidemment rendu plus difficiles les luttes, mais elles n'ont pas réussi à briser cette

conscience d'une communauté d'intérêts. Le slogan qui a le plus marqué la conscience collective des salariés ces dernières années est précisément le « tous ensemble » des manifestations de 95.

La délocalisation, l'implantation d'usines sur les continents asiatique ou sud-américain pour gagner les marchés locaux et « faire baisser le coût du travail » ont entraîné aussi le développement de la classe ouvrière dans des pays pauvres où elle n'existait pas, et où il y a encore quelques années,

l'énorme majorité de la population vivait dispersée dans les campagnes. Une classe ouvrière jeune, moderne, est née, concentrée dans d'immenses usines comme celle de Suwon, en Corée, la plus grande usine d'électronique du monde, qui regroupe à elle seule 22 000 ouvriers. Cette jeune classe ouvrière a déjà manifesté sa force dans des luttes qui ont fait connaître dans le monde entier les métallos de Sao Paulo ou les ouvriers coréens de Hyundai s'affrontant aux unités anti-émeutes.

Le libéralisme impérialiste a internationalisé la production à un degré jamais atteint

Cette classe ouvrière existe à l'échelle internationale et travaille pour les quelques centaines de trusts qui ont organisé leur production à l'échelle mondiale. Cela s'est fait par une mise en concurrence des salariés des pays riches et des pays pauvres. Mais la mondialisation a aussi créé les bases matérielles de luttes communes.

Cette solidarité, l'internationalisme, fruit des luttes passées de la classe ouvrière, a été dénaturée par la social-démocratie et le stalinisme qui ont cultivé les préjugés nationalistes dont les bases se sont effritées aujourd'hui. Désormais, la propagande faite par le passé

par le PC en France ou les syndicats américains sur le thème de « produisons français » ou « produisons américain » est battue en brèche par la conscience que la bourgeoisie s'est organisée à une autre échelle. Et même si la classe ouvrière est évidemment loin de s'être organisée pour mener ses luttes à une échelle comparable, la conscience de l'appartenance à une classe qui doit défendre ses intérêts à l'échelle internationale, s'affirme.

Bien sûr, pour que ce sentiment d'appartenir à une même classe au-delà des frontières devienne une force, encore faut-il que des militants s'empa-

rent et qu'il se traduise dans les luttes. Mais les bases matérielles existent aujourd'hui pour donner à l'internationalisme un contenu vivant et concret.

La rapidité avec laquelle se transmet l'information, la formidable révolution dans les communications et les transports, permettent que ces liens s'établissent et que les travailleurs échangent au-delà des frontières les informations sur leur situation, qu'ils mènent entre eux les débats sur leurs revendications et les moyens de les mettre en œuvre, qu'ils coordonnent leurs actions.

La socialisation de la production crée les bases matérielles d'une économie planifiée

Concentrations, fusions, délocalisations ont créé une économie organisée à l'échelle internationale. La production, les capitaux, sont concentrés en un nombre toujours plus réduit de multinationales. Cette évolution se fait sans que les capitalistes en aient conscience, elle les entraîne vers un ordre social intermédiaire entre l'entière liberté de concurrence et la socialisation intégrale.

Cette socialisation, la participation à un processus économique commun de millions de salariés appartenant aux mêmes groupes au-delà des continents, est plus que jamais inscrite dans toute l'évolution de la société, dans les réalités économiques et les progrès scientifiques. Et la contradiction la plus explosive du système capitaliste, c'est que l'activité de centaines de millions d'hommes est soumise aux intérêts étroits de quelques mil-

liers de capitalistes qui les privent des richesses qu'ils créent.

Non seulement l'évolution du capitalisme rend possible la prise de contrôle collective des capitaux et des usines de production en les concentrant, mais l'application des nouvelles technologies rend désormais possible un contrôle de l'ensemble de l'économie. La généralisation de l'informatique facilite toutes les tâches de recensement et de contrôle, permet de consulter en un clin d'œil une masse d'informations considérable, met à la disposition de tous les données nécessaires pour estimer une situation, prendre des décisions en toute connaissance de cause.

Ces moyens servent aujourd'hui aux capitalistes, mais ils peuvent aussi servir aux salariés qui les mettent en œuvre. La multiplication des opérations

financières donne aux employés de banque et de tous les organismes financiers la possibilité de contrôler l'ensemble de l'activité économique dans ses moindres détails.

Si les travailleurs qui effectuent toutes ces opérations utilisent consciemment les armes dont ils disposent pour leur propre compte, ils ont les moyens de battre en brèche la domination de la bourgeoisie en exerçant leur propre contrôle sur la vie économique et sociale et en l'orientant dans le sens des intérêts généraux de la société.

La période ouverte il y a une vingtaine d'années par l'offensive des capitalistes contre le monde du travail et l'ensemble des peuples de la planète, a été d'abord une période de fort recul. La remise en cause des droits acquis par les

travailleurs dans les pays riches, la mainmise sur l'ensemble des pays de la planète, la subordination au nouvel ordre économique de toutes les forces politiques existantes, ont donné l'impression qu'il n'y avait pas d'alternative à ce rouleau compresseur.

Aujourd'hui, les contradictions de ce système - qui mélange ses traits de jeunesse, le libéralisme, à des traits séniles, l'impérialisme -, apparaissent avec d'autant plus de forces que leurs effets sont combattus par ceux qui en sont les victimes. Les salariés, longtemps démoralisés par la peur du chômage dans les pays riches ou par l'irruption brutale du libéralisme dans les pays pauvres, relèvent la

tête et réclament aujourd'hui leur part dans le partage des richesses. Cette part, ils ne pourront l'obtenir qu'en prenant le contrôle de l'économie et en remettant en cause la domination des capitalistes.

Le réformisme de la période passée n'a plus de base matérielle et la recomposition du mouvement ouvrier, pour longue et difficile qu'elle soit, ne peut se faire qu'à travers la reconquête des idées qui contestent le plus radicalement l'ordre social existant.

Le capitalisme avait dû dans la période précédente, à cause de l'existence de l'URSS et des révolutions anticoloniales, réguler son fonctionnement. Le

démantèlement systématique de tous ces garde-fous met à nu sa vraie nature dans toute sa brutalité. Les partisans d'un retour à « ce capitalisme à visage humain » du passé ne trouvent plus dans le capitalisme d'aujourd'hui les bases matérielles qui leur permettraient de donner une consistance à leurs illusions. La prise de conscience de la réalité du capitalisme par les travailleurs et les peuples, leur volonté d'affirmer leurs droits, les amènent à contester l'ensemble du système et à le remettre en cause. Et les armes de cette remise en cause, ce sont les idées révolutionnaires, les idées du socialisme et du communisme.

* * * * *

